

AGITATION ÉTUDIANTE
EN POLOGNE
«ZYCHE WARSZAWY»
LA SITUATION ACTUELLE
A CHELIE DE 1968
LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 5 c.; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 250 L; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 45 c.; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

75527 PARIS - CEDEX 19

C.C.P. 600-000 Paris

Tél. Paris 45 50 12

Tél. 246-72-23

TROIS GRANDS DÉBATS NATIONAUX

PARLEMENT EUROPÉEN

Le choix du gouvernement devrait faciliter le ralliement du R.P.R. et du P.C.

Scrutin et pouvoirs

ATTENTAT À LA VIE DU TOURNON

Après l'adoption par le conseil ministériel du projet de loi relatif à l'élection au suffrage universel direct des représentants de l'Assemblée des Nations, la procédure, n'est encore arrivée à son terme qu'en Italie, est désormais en cours en France.

Les deux projets de loi relative au principe de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne ont été adoptés par le conseil des ministres du 18 mai, à l'unanimité des gauchistes et des communistes.

D'une part, le premier de ces textes préserve le principe de la souveraineté nationale en relevant à priori toute extension des compétences de l'Assemblée européenne qui ne serait pas approuvée, suivant les dispositions des traités en vigueur et en conformité avec la Constitution. (Le projet de loi fait référence à la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 qui, précédemment, avait mis des verrous pour prévenir les éventuelles atteintes à l'existence de la souveraineté nationale et à l'indivisibilité de la République.) D'autre part, le second projet de loi choisit la représentation proportionnelle au niveau national pour mode de scrutin : ce sera le seul scrutin national utilisant ce système électoral.

D'ores et déjà, et sans s'engager davantage sur un texte qu'il n'avait pas encore étudié, M. Georges Marchais a noté « un recul du pouvoir ». Les députés communistes ont indiqué les conditions qu'ils mettront au vote de ces lois, lorsqu'elles seront examinées les 14 et 15 juin : il apparaît que le contenu de celles-ci va au-delà de leurs préoccupations. À ceci près que le mode de scrutin retenu ne l'est que pour 1978 et non pour les années suivantes comme le souhaite le P.C. Il est prévu, en effet, que les pays de la C.E.E. choisissent ultérieurement une loi électorale uniforme.

M. Chirac ne s'est pas beaucoup plus engagé que M. Marchais, il observe que les garanties proposées restent nationales et ne sont pas opposées aux lois. Cependant, c'est, estime-t-il, « un pas dans la bonne direction ». M. Couve de Murville s'est refusé à tout commentaire précipité « Les problèmes économiques, politiques et institutionnels que soulèverait l'élargissement de la Communauté, M. Debré, qui a proposé un protocole additionnel très restrictif à l'accord des Neuf, jugé « déplorable » le texte approuvé par le conseil des ministres et y voit « un piège pour l'indépendance nationale ».

Les autres réactions, celles de M. Stasi pour le C.D.S., et de M. Giscard d'Estaing pour le Mouvement des radicaux de gauche, sont favorables aux textes présentés.

Le président du Parlement européen, M. Emilio Colombo, qui vient de prendre de nombreux contacts en France, notamment avec M. Mitterrand, Kérékou pour le P.C.F., Robert Fabre et Jean-Jacques Servan-Schreiber, a notamment déclaré qu'à son avis « les parlementaires européens n'abusent pas de leur mandat » et que l'élargissement des compétences de l'Assemblée européenne suppose une évolution des institutions communautaires. (Lire nos Informations page 5.)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le débat sur le rôle de M. Barre continue dans la majorité

Le débat sur l'autorité qu'il convient de donner au premier ministre dans la préparation des élections législatives continue d'animer les discussions au sein des partis de la majorité. La lettre adressée par M. Chirac à ses partenaires pour leur proposer un « pacte majoritaire » a relancé mercredi 18 mai.

Les centristes semblent s'orienter vers une réponse prudente mais positive à l'ancien premier ministre. Toutefois, certains membres du C.D.S., comme M. Diligent, sont sur la réserve et le font savoir. La réponse des radicaux et du CNIP sera connue ultérieurement.

Les giscardiens sont réunis jusqu'à samedi à Fréjus, où la Fédération nationale des républicains indépendants va se transformer en un nouveau parti, dont le secrétaire général sera M. Jean-Pierre Soisson. Celui-ci est favorable à l'idée d'un pacte majoritaire.

Un incident a marqué la première journée du congrès : le chapiteau central s'est effondré sous l'effet d'un vent violent avant l'ouverture de la première séance. Sept jeunes gens qui procédaient aux derniers préparatifs ont été victimes de contusions.

Si les dirigeants du C.D.S. présents à Paris, mercredi après-midi 18 mai, avaient voulu donner l'impression qu'ils jouaient un mauvais tour à M. Jean Lecanuet, ils n'auraient pas agi autrement. Telle n'était pas pourtant, semble-t-il, leur intention.

C'est le débat sur la réponse à donner aux propositions de « pacte majoritaire » de M. Jacques Chirac qui est à l'origine d'un imbroglio significatif : tous les démocrates sociaux ne portent pas la même appréciation sur la situation politique, et cela, c'est va mériter.

La lettre concernant les propositions du président du R.P.R. était arrivée le matin au siège du C.D.S. MM. Jean Lecanuet, président, Jacques Barrot, secrétaire général, Emile Stasi et André Diligent, vice-présidents, étaient concertés pour décider de la te-

EMPLOI

Cent mille chômeurs de plus en un an

Les statistiques publiées par le ministère du travail confirment que la situation de l'emploi a continué à se dégrader en avril. En un an, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté d'un peu plus de 100 000 (103 000 à 108 000, selon que l'on prend les chiffres bruts ou la statistique corrigée des variations saisonnières) : soit un peu plus de 10 %. A l'inverse, le nombre des offres d'emploi a diminué de 26 000 en un an, soit 20 %.

Les mesures annoncées par le « plan Barre bis » pour stimuler l'emploi ont peu de chances d'empêcher une nouvelle aggravation de la situation à l'automne, puisque arriveront à ce moment sur le « marché » du travail 600 000 à 700 000 jeunes en quête d'emploi.

Le nombre des demandes d'emploi enregistrées à la fin avril 1977 (en données brutes) fait penser à cette pratique commerciale qui consiste à ne pas inscrire de chiffres ronds sur les étiquettes, par peur de décourager l'acheteur. De fait, les services du ministère du travail, qui ont publié leurs statistiques mensuelles mercredi (le Monde du 19 mai), écrivent dans leurs observations : « C'est la première fois, depuis septembre 1976, que le nombre de demandeurs d'emploi tombe en dessous du million. »

Ce cap du million, référence « traumatisante », est franchi cette fois dans le bon sens. La situation s'est-elle pour autant améliorée ? Sur un trimestre, notent les responsables de la rue de Grenelle, on observe un rebondissement (moins 6,4 %) du nombre des inscrits à l'AN.P.E. (998 500 fin avril, contre 1 068 400 fin janvier). Cette évolution reste cependant insuffisante.

En effet, on remarque que cette diminution, habillée à ce moment de l'année, est presque deux fois plus faible que celle qui avait été constatée, à la même époque, en 1976 : de 1 017 400 en janvier, la masse des demandes en données brutes était tombée, l'an dernier, à 998 500 en avril, soit une chute de 11,85 %, double de celle de cette année.

Plusieurs autres indications chiffrées vont dans le même sens. De mars à avril 1976, il y avait eu 41 300 inscrits de moins à l'AN.P.E. Cette fois, la réduction est de 20 700 seulement. En douze mois, le flot global des demandeurs d'emploi s'est grossi de 103 000 personnes, soit une augmentation de 10,3 %.

Les données corrigées des variations saisonnières confirment d'ailleurs que la situation de l'emploi se dégrade : de mars à avril, le nombre « désaisonnalisé » des chômeurs est passé de 1 002 500 à 1 039 400 (+ 3,6 %).

M. C.

(Lire la suite page 19.)

La victoire ambiguë de la droite israélienne

La victoire du Likoud aux élections israéliennes du 17 mai a suscité une vive surprise à Washington, où règne l'inquiétude quant aux perspectives d'un règlement au Proche-Orient. Un porte-parole de la Maison Blanche a cependant affirmé, mercredi soir 18 mai, que les relations entre Washington et Jérusalem ne seraient pas affectées et que le président Carter était prêt à rencontrer « au moment opportun » le chef du prochain gouvernement israélien.

Beaucoup d'Israéliens ont sans doute été surpris par l'interprétation que l'on a généralement donnée à l'étranger des résultats de la consultation du 17 mai. Il leur paraît trop simple, voire fallacieux, de soutenir que la majorité du pays a opté définitivement pour la « droite nationaliste » et pour les partisans du « grand Israël ».

Il ressort en tout cas d'une première analyse du scrutin que l'émergence du Likoud comme première force politique du pays est imputable moins aux gains de cette formation et de ses alliés naturels, le Mafdal (des religieux) et le Shlomoim du général Arik Sharon (qui se sont assurés de sembler six mandats supplémentaires), qu'au succès du Dagh, le nouveau parti du général Yadin.

M. Menahem Begin, dont on pense qu'il assumera ces fonctions, a mis indirectement en garde les États-Unis contre toute solution imposée du problème du Proche-Orient. « Le programme électoral du parti démocrate américain », a-t-il déclaré, préconise des négociations directes entre Israël et les Arabes et condamne toute formule venant de l'étranger. Je pense que le président Carter tiendra ses engagements. »

par ERIC ROULEAU

qui a enlevé quatorze des dix-neuf sièges perdus par le Maarakh (le Front travailliste). Or ce nouveau parti, dans son programme de politique étrangère, ne diffère guère du Maarakh, grand perdant de la consultation.

Tout comme le Dagh, la droite a surtout bénéficié, selon divers sondages, des suffrages des jeunes (700 000 Israéliens ont moins de trente ans) et des hommes qui constituent la base de la pyramide sociale (il y a plus d'un million de juifs d'origine orientale). Il va de soi que si les uns et les autres ne sont nécessairement animés par une idéologie conservatrice, et que rien

AU JOUR LE JOUR

LA CULOTTE A LA FRANÇAISE

Quand on a vu M. Jacques Limouzy brandir, à la tribune de l'Assemblée nationale, deux petites culottes sur ses poches, on a pu penser un instant que l'épisode relevait de la brigade des mœurs. En fait, il s'agissait de l'administration des douanes. L'honorable parlementaire l'indignité de nos valeurs nationales.

D'ailleurs, l'intervention de M. Limouzy était politiquement cohérente : en effet, il semble logique que, lors de la prochaine campagne électorale, le R.P.R., qui se veut le parti de la culture, se vante plutôt du côté des culottes que de la culture des sans-culottes.

BERNARD CHAPUIS.

Boutiques d'hier au Musée des arts et traditions populaires

Le décor de la rue

Elles disparaissent une à une sous les coups des pioches, des pilons et des bulldozers des « rénovateurs » de Paris, les petites boutiques du siècle dernier, si joliment ornées de peintures fixées sous verre ou de céramiques. Il en reste encore ici et là, noyées dans la triste aggrégation des vitrines d'aujourd'hui. Mais pour combien de temps ? Le changement du décor de la rue va bon train. Il faudrait se hâter, si l'on peut en protéger quelques-unes. Et, ou cas où on ne serait pas convaincu de leur charme, que l'on considère au moins l'intérêt qu'elle représentent comme terrain privilégié de discussion sur les rapports de la culture populaire et de la « grande » culture.

organisé dès 1945 une campagne photographique — qui dura jusqu'en 1950 — portant sur les dévotions et les enseignes parisiennes. En 1966, ce travail a été repris ; des relevés et des monographies ont été faits par les élèves de l'école du Louvre, en annexe du cours de Jean Guisnier. Un travail, qui a été poursuivi aux A.T.P., s'est prolongé par une enquête sur les artisans décorateurs et s'est assorti, ou cours de ces dernières années, d'une collecte des panneaux, des plafonds et des stores peints, des carreaux, des verres et des miroirs gravés dans des quartiers voués à la démolition. De ces recherches est sortie une exposition : Paris, boutiques d'hier. GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)

ROBERT LAFFONT

De Gaulle, Pompidou... Les septennats interrompus

un livre de PHILIPPE DE SAINT ROBERT

AMÉRIQUES

Pérou

Les dirigeants sont divisés face aux exigences du Fonds monétaire international

De notre correspondant

Lima. — La stratégie du gouvernement face à la crise économique paraît plus difficile à définir (le monde des 15, 16 et 19 mai) après le remplacement du ministre de l'économie. Le nouveau titulaire, M. Walter Piazza, est directeur d'une importante entreprise de construction et membre de conseils d'administration de plusieurs sociétés péruviennes. C'est la première fois, depuis l'arrivée des militaires au pouvoir en 1968, que le portefeuille de l'économie est confié à un représentant des milieux industriels. La gauche critique ce choix, tandis que les partisans d'une plus grande ouverture au capital étranger accentuent leurs pressions, mais il n'est pas exclu que le nouveau ministre se fasse avant tout le porte-parole des secteurs « nationaux » de l'économie.

La nomination de M. Piazza, peu connu à Lima, semble avoir donné lieu à de vives discussions au sein des forces armées, et n'aurait été acquiescée qu'après plusieurs réunions de la junte militaire. Le nouveau ministre passe pour être proche du président Morales Bermudez.

M. Piazza devra examiner trois « plans d'urgence », pour lutter contre les difficultés actuelles. Le premier a été proposé par le Fonds monétaire international en mars dernier : un traitement de choc visant à une brusque rétraction du marché intérieur, il a été rejeté par les forces armées. Le second vient d'être élaboré par une commission interministérielle présidée par le ministre de l'Industrie, le général Gaston Blanes, et rejette la plupart des exigences du F.M.I., comme la dévaluation et la hausse du prix de l'essence. Il prévoit, en revanche, un blocage des dépenses publiques, sans revenir cependant sur celles qui ont déjà été approuvées, ainsi qu'une hausse du prix des dérivés du pétrole à usage industriel et une augmentation des salaires.

Un troisième plan, intermédiaire, a

été présenté par la Banque centrale. Il préconise une hausse limitée du prix de l'essence, et une coupe dans les dépenses publiques. Il provoque, sans doute, une baisse sérieuse du pouvoir d'achat, moins brutale cependant que celle envisagée par le F.M.I. Chacun, à Lima, est conscient de l'importance du débat en 1976, les divergences quant à l'attitude à adopter face au F.M.I., avaient déjà conduit à l'élimination des ministres de gauche du gouvernement. La crise économique enlève, en tout cas, leur efficacité des projets de retour au pouvoir des partis politiques. — Th. M.

États-Unis

LE SÉNAT VOTE LA CRÉATION D'UN DÉPARTEMENT DE L'ÉNERGIE

Washington (A.F.P.). — Par soixante-quatorze voix contre dix, le Sénat des États-Unis a adopté mercredi 18 mai un projet de loi inspiré par la Maison Blanche et portant création d'un département de l'énergie. Le texte sera ensuite discuté dans l'enceinte de la Chambre des représentants, puis, après ratification, soumis à la signature du président Carter, qui lui confèrera force de loi. Attribué d'avance à M. Schlesinger, déjà conseiller du président pour les questions énergétiques, le nouveau département regroupera les fonctions dévolues jusqu'à maintenant à plusieurs agences fédérales.

Son budget initial atteindra 11 milliards de dollars environ et il emploiera dès la première année vingt mille personnes.

Brésil

Les étudiants de Rio et de Sao-Paulo réclament une amnistie et la fin des persécutions politiques

Plusieurs manifestations étudiantes spectaculaires ont eu lieu, récemment, dans les principales villes du Brésil, pour exiger la libération de quatre ouvriers et de quatre étudiants détenus depuis le début du mois de mai. Vingt mille personnes se sont jointes aux manifestations, réclamant les libertés démocratiques, la fin des tortures et des persécutions politiques, une amnistie générale pour tous les prisonniers et condamnés politiques et pour tous les bannis et exilés.

Député, les syndicats des métallurgistes de Sao-Bernardo, dans la banlieue de Sao-Paulo, ont distribué des tracts dénonçant la disparition des ouvriers. Le cardinal-archevêque de Sao-Paulo a également fait des démarches pour retrouver M. Adair Marini, membre de la Pastoral ouvrière, disparu lui aussi. Cinq mille étudiants ont encore manifesté cette semaine sur le campus de l'université catholique de Rio-de-Janeiro et ont décidé de lancer un appel à Amnesty International pour obtenir la libération d'ouvriers et d'étudiants détenus et torturés pour avoir

distribué des tracts le 1^{er} mai. De nouvelles manifestations, dont certaines ont été interdites, doivent avoir lieu ce jeudi 19 mai. Dans une lettre ouverte à la population, les étudiants de Sao-Paulo déclarent : « Se taire, c'est être complice. C'est assez des prisons et des violences. Asses de morts innocents. Nous exigeons la liberté immédiate de nos camarades ouvriers Celso Barnabé, Maria Barreto Paes, José Maria de Almeida et Adair Marini — et étudiants Fernando Antonio Oliveira Lopes, Anita Maria Fobri, Fortuna Dúas et Claudio Julio Graciano ».

De leur côté, le ministre de l'Éducation, M. Ney Braga, et le secrétaire de presse de la présidence, le colonel Carlos Camargo, dénoncent « les déments subversifs, les agitateurs qui manipulent les étudiants ». Le colonel Emanoel Dias, chef de la sûreté de Sao-Paulo, a, en outre, présenté des documents « établissant » le « noyautage » du mouvement étudiant par des éléments subversifs et mettant en cause le cardinal-archevêque de Sao-Paulo.

EUROPE

UN ENTRETIEN AVEC UN HISTORIEN TCHÉCOSLOVAQUE DISSIDENT

Moscou avait consulté les seuls P.G. français et italiens avant de dissoudre le Kominform en 1956

nous déclare M. Kaplan

Munich. — Arrivé discrètement de Prague dans la capitale bavaroise, il y a huit mois, l'historien Karel Kaplan vit tranquillement dans un modeste logement où il se livre à ses travaux scientifiques. A présent, il est douloureusement déçouvert par la mésaventure qui vient de lui arriver et qui l'a placé sous les projecteurs de l'actualité (« Le Monde » des 4, 5, 8 et 14 mai).

Alfale sur un vieux divan, parlant sur un

ton amer et désabusé, mais restant prude comme peuvent l'être ceux qui ont été de longues années de hauts fonctionnaires d'un parti communiste au pouvoir, il ne comprend pas que l'on ait pu dénaturer à ce point ses propos sur une affaire aussi délicate que celle de Rosenberg. Pour lui, il n'est rien que ce qui se trouve prouvé : tout le reste n'est que conjecture. On trouvera ci-dessous l'essentiel de l'entretien qu'il nous a accordé.

De notre envoyée spéciale

Feierabend, Sous le règne du Front national, publié à Washington en 1968, ou les déclarations du docteur Soukup, l'attaché personnel de Masaryk, publiées par le Rudé Pravo le 24 avril 1968 : elles allaient dans le sens du suicide.

● STALINE ET L'EUROPE APRÈS LA GUERRE. — M. Kaplan précise qu'il proposa des projets de Staline et de l'éventualité d'une guerre en Europe, il voulait simplement apporter une contribution à la connaissance de l'époque et non pas énoncer une vérité révélée.

A son avis, après la seconde guerre mondiale, Staline était persuadé qu'il pourrait occuper l'Europe entière sans rencontrer de résistance armée. S'il voulait mettre sur pied de guerre en trois ou quatre ans son propre pays et ceux de ses alliés, c'était pour pouvoir occuper l'Europe avant que les Américains deviennent à nouveau forts militairement en Europe. Toujours selon M. Kaplan, Staline méprisait par trop les forces des pays européens ; il lui suffisait de savoir l'Allemagne détruite.

A propos de la dissolution du Kominform en 1956, sujet de son prochain article dans la revue italienne Panorama, l'historien affirme, se fondant sur un document tchécoslovaque, que la direction soviétique ne consulta que les partis communistes français et italiens ; elle se borna seulement à l'annoncer aux autres.

M. Kaplan, outre ses trois articles pour la revue italienne Panorama, a déjà terminé deux ouvrages. L'un consacré à la naissance et au fonctionnement du Comecon (le Marché commun des pays de l'Est), le second l'exercice du monopole du pouvoir sans souveraineté, où, après avoir démonté les mécanismes du pouvoir, il se livre à des réflexions sur les possibilités d'opposition à un tel monopole. Quant à ses autres projets, il répond : « Je suis à l'écoute de la guerre, notamment de la Tchécoslovaquie. Je cherche pas à faire sensation ; j'apporte des réflexions fructueuses. Dans l'immédiat, mais m'occuper de l'écrit après la seconde guerre mondiale des relations entre le parti communiste et le parti social-démocrate. Je voudrais me consacrer ensuite, si une institution de recherches historiques manifeste de l'intérêt, sur les problèmes de la politique européenne de l'après-guerre à l'égard de la Tchécoslovaquie ; je voudrais m'occuper plus particulièrement des aspects politiques des années 50 dans les pays de l'Europe, mais aussi dans une étude sur l'Est, et surtout en Tchécoslovaquie les problèmes effluents et le premier des opinions, d'une manière plus vaste et plus détaillée dans une étude sur le rôle des partis de l'après-guerre et les exceptions scientifiques spécialisées. »

AMBER BOUSGLOU.

AFRIQUE

L'aventure de la Transsaharienne

II. — Des bords de la Tamise au golfe de Bénin

De notre envoyé spécial
PAUL BALTA

Les camions de la Société nationale des transports routiers (S.N.T.R.) relient désormais Alger à Lagos en moins de deux semaines. L'achèvement de la Transsaharienne réduira encore ce délai (« Le Monde » du 19 mai). Pour les sociétés européennes qui ont commencé à l'utiliser, cette nouvelle liaison présente de nombreux avantages.

« Quand on parle de fret, le client pense immédiatement au rapport temps-prix. Il peut être très vite amélioré, mais à des coûts moindres. Nous estimons, quant à nous, que le critère de la « fiabilité », qui garantit l'arrivée de la marchandise en bon état, est au moins aussi important. C'est lui qui nous a incités à utiliser la Transsaharienne pour acheminer du matériel mécanique au Nigeria », nous dit un des responsables de la société britannique Seear, principal client de la S.N.T.R. Selon cet ingénieur, qui a accompagné le premier convoi d'Alger à Kano, la Transsaharienne a un bel avenir devant elle.

Le fret maritime est, en principe, le moins cher. Mais le bateau est lent et son immobilisation dans le port de Lagos est longue. Ce dernier a battu un record mondial avec quatre cents bateaux en rade. Lors de notre passage, il y avait encore quarante-cinq bâtiments ancrés dans la lagune, le plus ancien étant là depuis avril 1976. Le fret aérien est le plus cher, mais pas nécessairement le plus rapide et le plus sûr. Les démarches pour obtenir l'autorisation de débarquement doivent être entreprises trois semaines à l'avance. En outre, le client n'est pas toujours informé rapidement de l'arrivée de la marchandise, de sorte que cette dernière connaît les mêmes risques que dans un port. Le transporteur britannique estime que la solution de l'avion-cargo est valable lorsqu'un affrèteur a un appareil entier ou qu'en organise une sorte de port aérien, comme Feugot : la firme française, qui envisage de monter au Nigeria cette année près de vingt mille voitures — contre dix mille en 1976 — transporte quotidiennement les pièces détachées nécessaires par la voie aérienne.

« Les camions nous garantissent une sécurité presque absolue et une assez grande rapidité pour un prix moyen, nous dit l'ingé-

nieur de Seear. La cargaison expédiée de Londres ou de Rotterdam arrive à Kano dans un délai de quinze à vingt jours. Le prix moyen ? Environ 40 000 francs les vingt tonnes d'Alger à Kano. Au printemps 1976, l'entreprise française Chapuis a transporté des tubes pour Elf-Rap de France à Port-Harcourt : 35 tonnes pour 120 000 francs.

Selon les Britanniques, plusieurs transporteurs européens ont tenté d'organiser des services de fret avant la S.N.T.R., mais « aucun n'a réussi durablement pour de multiples raisons ». Chacun a voulu travailler seul ; les douanes et les polices des pays intéressés se sont méfiées des nouveaux venus, qui n'avaient pas pris contact avec les autorités au plus haut niveau ; les papiers n'étaient pas conformes aux réglementations en vigueur ; enfin, il y a eu des accidents, et des camions ont été perdus parce que certains chauffeurs ne connaissaient pas le désert ou le climat.

Un noyau de vétérans

Au départ, l'Algérie disposait de chauffeurs qui s'étaient familiarisés avec les pistes avant l'indépendance, et elle a formé des jeunes autour de ce noyau de vétérans. La maîtrise des expéditions lointaines, avec des convois importants, a été acquise il y a quelques années, lorsque l'Algérie a participé sur une grande échelle à l'acheminement des secours aux pays du Sahel frappés par la sécheresse. Ces secours de la communauté internationale étaient livrés dans les ports algériens, d'où ils étaient envoyés, à travers le Sahara, jusqu'aux populations déshabitées. Le plus gros des convois, formé de dix-neuf camions, était parti d'Oran pour le Mali en 1974. C'était sans précédent.

Cette expérience a permis aux autorités des pays riverains du Sahara de prendre conscience d'un certain nombre de problèmes. Ainsi ont-elles constaté que des populations pouvaient mourir de faim faute de matériel adéquat et d'équipement connaissant le terrain pour acheminer l'approvisionnement à partir d'une zone de prospérité située à quelques centaines de kilomètres seulement. C'est dans ce contexte que la S.N.T.R. a étendu son réseau et

organisé la liaison avec le Nigeria et le Niger, que ce dernier s'est doté de la S.N.T.R. (Société nationale des transports nigériens), tandis que le Mali créait, en coopération avec l'Algérie, une société mixte de transports. Elle devrait entrer en fonction au cours de ce semestre, et entre autres, desservir le nord du Mali, par le biais de la ville de Gao, qui doit être reliée à la Transsaharienne.

L'utilisation de cette liaison et des services de la S.N.T.R. intéressent, pour des raisons différentes, les pays africains limitrophes de l'Europe. Pour le Niger et le Mali, qui n'ont pas d'accès à la mer, la Transsaharienne facilite l'importation des produits industriels nécessaires à leur développement et à l'exportation de l'uranium nigérien en Europe. Grâce aux revenus que lui assure l'exportation de produits industriels, le Nigeria, en pleine expansion, est devenu un gros importateur. Or les autorités nigérianes estiment que, même lorsque Lagos et les autres ports du golfe du Bénin fonctionnent normalement, l'approvisionnement du nord du pays, situé à un millier de kilomètres, pourra continuer à se faire avantageusement par la Transsaharienne à partir de la Méditerranée.

Après avoir insisté devant l'incompréhension de la traversée du Sahara, les Européens commencent à s'intéresser à cette liaison. La Société Seear, qui fait figure de pionnier, a préféré faire affaire avec

la S.N.T.R. estimant qu'elle était « la mieux placée » dans l'environnement africain. Après les firmes privées, les premiers clients, la Seear traite également pour le compte du gouvernement britannique, avec qui elle vient de conclure des accords, et elle est en passe d'en signer d'autres avec des industriels allemands, belges et néerlandais qui exportent au Nigeria. Bien que ce pays soit devenu un bon client de la France, les rapports entre les exportateurs français et la S.N.T.R. semblent plus complexes, compte tenu de l'histoire et de la géographie : la proximité d'Alger et de Marseille, la façon dont le fret maritime est partagé entre les deux pays, le monopole de fait exercé par la S.N.T.R. ne risquent-ils pas de susciter des réticences chez les transporteurs français ?

Des Libyens et des Marocains ont proposé leurs services aux Européens, mais l'Algérie a refusé une importante avance avec la construction de la Transsaharienne et la création d'une société nationale aujourd'hui bien rodée. En outre, la traversée par la Libye a l'inconvénient de se faire surtout par la piste, et celle par le Maroc risque de se heurter aux embassades de gérilleros au Sahara occidental et en Mauritanie.

De son côté, la S.N.T.R. ne reste pas inactive. Son action est orientée dans trois directions. Vers l'Afrique d'abord : les formalités administratives aux frontières sont simplifiées. Vers l'Europe, ensuite : les exportateurs réagissant à multiplier les transports, et le conteneur n'étant utilisable que pour certains produits, il paraît logique que les semi-remorques de la S.N.T.R. conçues pour

la piste soient envoyées en Europe, où elles seraient chargées directement. Cela suppose l'autorisation des États intéressés, qui ne la donnent qu'au coup par coup. La S.N.T.R. envisageait de négocier des accords de réciprocité, qui intéressent plus d'ailleurs, les transporteurs de l'Europe du Sud que ceux de l'Europe du Nord.

La troisième action est orientée vers les compagnies maritimes. Actuellement, les poids lourds reviennent le plus souvent à vide, le Niger, le Mali et le Nigeria n'exportant guère de produits en Europe à l'exception de l'arachide, de la canne à sucre et des fruits.

Pour le moment, l'exportation de tels produits par la route n'est pas rentable : le fret maritime entre l'Algérie et la France étant très élevé, l'arachide livrée à Marseille atteindrait un prix prohibitif. Un accord dans ce domaine entre les armements français et algériens apporterait une contribution concrète aux échanges entre l'Afrique et l'Europe.

En Afrique, l'ouverture de routes est encore un événement. Si la Transsaharienne n'avait déjà fait ses preuves, le premier « sommet » arabo-africain du Caire aurait-il consacré 1 milliard de dollars à la construction d'un réseau transsaharien de 30 000 kilomètres (le Monde du 11 mars) ? Ces fonds permettraient le financement du tronçon qui reliera la Transsaharienne à Gao (Mali), et la construction de la Transsaharienne de Moobassa (Kenya) à Lagos (Nigeria), de la Transsaharienne de Dakar (Sénégal) à Niamey (Niger), de la cote d'Ivoire à Lagos à Nouakchott (Mauritanie), et de la Transsaharienne qui joindra Gabon (Gabon) à Gao (Mali). Toutes ces voies constitueront les grandes artères du continent noir à un besoin urgent.

P. I. N.

Au conseil des ministres

L'INDÉPENDANCE DU T.F.A.L.

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 18 mai au palais de l'Élysée, a adopté un projet de loi relatif à l'indépendance du Territoire français de l'Afrique du Nord. Tirant les conséquences d'un vote du 15 mai dernier au sujet de l'indépendance, il fixe au 27 juin prochain la date d'accession à l'autonomie de ce territoire. L'indépendance, conformément aux accords conclus avec les responsables des principales formations politiques du territoire, il prévoit des dispositions spéciales sur la nationalité.

Le conseil a également adopté un projet de loi qui règle la situation des militaires originaires de T.F.A.L. Ceux qui seront rayés des cadres recevront une pension de 10 ans de services rendus à la France, soit une pension de retraite à jouissance immédiate, soit une indemnité.

LA COMPOSITION DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Djibouti (A.F.P.). — La première réunion du conseil de gouvernement du Territoire français de l'Afrique du Nord, du 15 mai, a été consacrée à la répartition des portefeuilles et des responsabilités. Le conseil a également adopté un projet de loi qui règle la situation des militaires originaires de T.F.A.L. Ceux qui seront rayés des cadres recevront une pension de 10 ans de services rendus à la France, soit une pension de retraite à jouissance immédiate, soit une indemnité.

M. Hassan Goulet Apollon, ministre du Plan et du développement ; M. Abdallah Mohamed Kamil, intérieur ; M. Moumin Bahdon Farah, travaux publics ; M. Omar Kamil, affaires économiques ; M. Ibrahim Farah, éducation nationale ; M. Mohamed Ahmed Issa, dit Chelko, fonction publique ; M. Hassan Mohamed Moule, santé publique ; M. Admed Hassan Liban, dit Gohad, travail et formation professionnelle ; M. Ibrahim Farah, finances ; M. Ibrahim Mohamed Sulhan.

Mercredi 18 mai, M. Giscard d'Estaing a adressé un télégramme de félicitations à M. Hassan Goulet, où il écrit notamment : « Votre nomination m'apparaît comme un gage précieux pour la franchise dans le climat et la dignité de la dernière étape avant l'accession du territoire à l'indépendance. »

Les boutiques Griffsolde sont ouvertes jeudi de l'ascension

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter

POUR ELLE : 1, rue de la Plaine/Nation - 2, rue du Renard/Hôtel de V. - 3, rue de Laguy/Nation
POUR LUI : 3, bd Montmartre/Montmartre - 3, rue de la Plaine/Nation

Josy Collette

EUROPE

... les seuls P.C. français et le...
... le Kominform en 1956

L'AGITATION ETUDIANTE EN POLOGNE

<Zycie Warszawy> compare la situation actuelle à celle de 1968

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — La situation reste tendue dans les milieux étudiants de Cracovie et les cercles de l'opposition de la capitale polonaise, après les manifestations du 15 mai et l'arrestation de six membres du collectif de la faculté de médecine de Cracovie.

La libération des six détenus, poursuit la déclaration, serait « une mesure importante, compte tenu de la nécessité de maintenir la confiance dans l'opinion publique ». Le KOP a fait savoir que sept de ses membres se proposaient de se rendre en délégation vendredi auprès du procureur général, M. Czubinski, pour réclamer l'élargissement de leurs camarades.

Un appel en faveur de la libération d'un ingénieur bulgare, M. Solomon Ben Joseph, condamné en 1974 à Moscou, pour espionnage industriel, a été lancé récemment par sa sœur vivante en Israël, M. Salomon Ben Joseph, qui avait été arrêté au cours d'une mission officielle à Moscou, puis jugé à huis clos. — (A.F.P.)

Entre une opposition aguerrie par l'action menée depuis la mise de septembre en faveur des ouvriers d'Urus et de Radom et les éléments les plus durs de son parti, qui le poussent à mettre bon ordre à cette agitation, M. Gierak n'a pas la tâche facile. La première secrétaire n'est sans doute pas enclin à la même compréhension en face des dévotion et des étudiants, qu'à l'égard du monde ouvrier dont il est issu et auprès duquel il croit disposer toujours d'une certaine confiance.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

LES DERNIERS PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES POURRAIENT ÊTRE EXTRADÉS EN BELGIQUE

Un jeune policier a été assassiné mercredi 18 mai, dans la soirée, à Saint-Sébastien, capitale du Guipuzcoa, alors que le calme semblait revenir au Pays basque espagnol, après plusieurs journées d'incidents graves. Les organisations nationalistes basques et les syndicats de gauche ont annoncé un nouveau mouvement de grève pour le lundi 23 mai et tous les détenus politiques n'étaient pas libérés.

La présidence du parti communiste espagnol, Mme Dolores Ibarruri, a déclaré le dimanche 22 mai, à Bilbao, sa première réunion publique depuis son retour d'exil. — (A.F.P.)

L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Le texte du projet de loi est approuvé par le conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 18 mai à l'Élysée, a approuvé le texte du projet de loi autorisant l'application de l'article 20 de la Constitution de 1958 relatif à l'élection au suffrage universel direct des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes. Ce projet, qui se réfère expressément à la décision rendue par le Conseil constitutionnel, précise, d'autre part, que toute extension des compétences à l'Assemblée des Communautés européennes, quelle que soit la forme dans laquelle elle se manifeste, en droit en fait, serait de nul effet à l'égard de la France, si elle n'avait pas été approuvée suivant les dispositions des traités de Paris et de Rome, et dans les conditions prévues par la Constitution.

Le projet de loi relatif à l'élection du Parlement européen, adopté par le conseil des ministres le 18 mai, a été transmis au Parlement. Les dispositions du code électoral relatives aux conditions régissant l'élection, sans inéligibilités et incompatibilités, à l'exception de celles qui sont liées à l'exercice d'une fonction dans une circonscription, ainsi qu'à la propagande et aux opérations de vote, sont rendues applicables à cette élection.

Le décret, le délai de convocation étant de quatre semaines au moins : les Français établis hors de France pourront voter dans les ambassades et consulats, dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour l'élection du président de la République. La campagne électorale durera quinze jours ; des commissions de propagande seront créées au niveau départemental pour assurer la distribution aux électeurs des circulaires et des bulletins de vote ; les candidats auront accès aux antennes de la radio et de la télévision. Le recensement des votes se fera au niveau départemental, puis au niveau national, par des commissions nationales proclamées les résultats. Le contenu des élections sera de la compétence du Conseil d'État.

LES RÉACTIONS

M. CHIRAC : un pas dans la bonne direction.

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a commenté avec prudence les décisions du conseil des ministres en observant que les fins de son mouvement n'avaient pas encore arrêté leur position dans le débat. Il a ajouté : « Nous sommes très réservés dans cette affaire, car nous savons que toutes les garanties soient trouvées pour éviter qu'il ne s'agisse d'une aventure de nature à mettre en cause l'indépendance nationale. Or les garanties du projet ne sont pas opposables aux tiers, c'est-à-dire à l'étranger. Ce sont simplement des garanties intérieures et nous affaiblirions sans bénéfice pour l'Europe. »

M. MICHEL DEBRÉ : un texte déplorable.

M. Debré a déclaré, de son côté : « Il est courant de constater que les mises en garde n'ont pas convaincu le pouvoir exécutif, l'entêtement à lancer la France dans une aventure mal étudiée est d'une très coupable légèreté. C'est d'ailleurs le seul suffrage universel, qui peut séduire toute l'année et qui est maître de son ordre du jour, ne limitera jamais ses délibérations et les motions qu'il émettra au domaine des compétences fixées par les traités instituant la Communauté économique européenne (...). Il faut remonter très loin dans notre histoire pour découvrir, en quelques lignes d'un traité international, un tel piège pour l'indépendance française. Ce texte déplorable, s'il est adopté, approuverait des intentions internes et nous affaiblirait sans bénéfice pour l'Europe. »

M. MARCHAIS : un recul de M. Giscard d'Estaing.

Interrogé sur ce sujet mercredi 18 mai, alors qu'il passait dans l'ambassade de France à Paris, M. Marchais a déclaré : « Il nous faut étudier le texte. Il constitue un recul par rapport à ce qu'avait dit M. Giscard d'Estaing en 1974, lors de la rencontre des Neuf ; par rapport aussi aux déclarations d'un certain nombre d'hommes politiques que je n'ai pas le droit de nommer ; par rapport enfin aux propositions de différents hommes d'État, comme Helmut Schmidt, qui voulait faire du Parlement européen une Assemblée constituante. »

M. STASI (C.D.S.) : un vaste débat national.

M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.S., a déclaré : « Le projet de loi sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct est un projet de loi qui se présente comme une véritable révolution dans la démocratie de l'Europe. Nous devons nous interroger sur la possibilité de le mettre en œuvre. »

M. GENNESSAUX (M.R.G.) : un droit enfin reconnu.

M. Guy Gennesseaux, secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche, conseiller de Paris, a déclaré le 19 mai : « Le texte de loi proposé par le gouvernement est un texte qui reconnaît enfin à chaque citoyen le droit de participer à la vie de son pays. »

LES CONDITIONS POSÉES PAR LES DÉPUTÉS COMMUNISTES

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a publié mercredi 18 mai, avant d'avoir eu connaissance des discussions du conseil des ministres, une déclaration dans laquelle il précise ainsi sa position : 1) Le texte de ratification de l'accord sur l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne doit être soumis au Parlement français conjointement avec le projet de loi portant modification de la Constitution. 2) Le Parlement français doit marquer son intransigeance vis-à-vis de la souveraineté nationale en affirmant solennellement dans la loi son attachement absolu aux principes de la souveraineté nationale et de la souveraineté populaire.

DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS VANCE-GROMYKO A GENÈVE

Les deux parties semblent désireuses de conclure un nouvel accord SALT

De notre envoyé spécial

Genève. — Les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ont repris, mercredi 18 mai, à Genève, à un niveau ministériel, dans un climat très sensiblement amélioré. Alors que la visite du secrétaire d'État américain à Moscou, fin mars, s'était terminée sur un constat d'échec, l'entretien de deux heures quarante qu'a eu, mercredi après-midi, M. Vance avec M. Gromyko, a été qualifié par le porte-parole américain, M. Hedding Carter, de « businesslike ». Ce mot, sans équivalent en français, signifie à la fois sérieux et commercial.

Le porte-parole s'est refusé à donner le moindre indicateur sur le fond. A Vladivostok, en novembre 1974, MM. Brezhnev et Ford s'étaient entendus pour fixer à deux mille quatre cents le nombre respectif de leurs vecteurs nucléaires. Mais cet accord de principe n'a jamais été mis en forme dans un acte diplomatique en raison, notamment, de l'apparition d'armes nouvelles (le missile américain Cruise et le super-bombardier soviétique Backfire).

Lors de sa visite à Moscou, M. Vance avait proposé soit de réduire le plafond fixé à Vladivostok à mille huit cents vecteurs en y incluant les armes nouvelles, soit de la conserver, chacun gardant ses libertés en ce qui concerne les armes nouvelles. Les Soviétiques repoussèrent ces deux propositions, mais ils ont laissé entendre depuis qu'ils pourraient accepter de réduire légèrement le plafond dans des conditions qui restent à déterminer. On peut présumer qu'une transaction de ce genre est discutée à Genève.

Outre la déclaration du porte-parole américain, la bonne humeur de M. Gromyko devant les caméras, la signature par les deux ministres d'un accord de coopération spatiale et leur participation à la cérémonie de signature, mercredi matin, d'une convention de l'ONU interdisant de modifier l'environnement « à des fins hostiles », tous ces indices semblent indiquer que la volonté existe d'aboutir à un nouvel accord SALT.

En mars, le rendez-vous de Genève avait d'abord été pris pour parler du conflit du Proche-Orient. Or, depuis les élections israéliennes, personne ne sait plus très bien ce que Soviétiques et Américains pourraient se dire d'utile au stade actuel. C'est M. Gromyko qui, semble-t-il, a pro-

posé, mercredi, de parler immédiatement des SALT, et c'est encore aux SALT que les deux ministres se sont occupés, jeudi matin. La réponse soviétique a été positive. La signature de la convention sur l'environnement pour dire sa conviction que « des possibilités de désarmement réel » existent, surtout dans « le contexte de la détente ». Enfin, alors que les Américains pensaient que les conversations de Genève pourraient se terminer jeudi soir, M. Gromyko aurait demandé qu'elles puissent se prolonger pendant quatre jours, et M. Vance a accepté de se tenir à la date de son retour à Washington.

MAURICE DELARUE.

DEVANT L'ASSOCIATION DE LA PRESSE DIPLOMATIQUE

Un nouvel élargissement de la C.E.E. nécessiterait un réaménagement de ses structures

estime M. Couve de Murville

M. Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, était l'hôte à déjeuner mercredi 18 mai, de l'Association de la presse diplomatique. Il s'est refusé à commenter le projet de loi sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct que le gouvernement venait d'adopter au conseil des ministres, soulignant que le R.P.R. n'en avait pas encore eu connaissance et n'arrêterait sa position que dans quelques jours. En revanche, M. Couve de Murville a longuement évoqué les difficultés de la construction européenne, s'agissant, en particulier, de l'élargissement de la C.E.E.

L'ancien ministre des affaires étrangères a déclaré à ce sujet : « La Communauté est devenue assez difficile à gérer lorsqu'elle s'agit de la Grande-Bretagne notamment. Mais elle a subsisté, faisant ainsi la preuve qu'elle correspondait à une réalité malgré les difficultés de toute sorte dans le domaine agricole en particulier (...). Aujourd'hui, l'éventualité d'un nouvel élargissement, destiné à répondre au souhait de pays comme la Grèce, la Turquie, l'Espagne ou le Portugal, nous pose un problème très sérieux. Pour des raisons économiques : quelles seront les conséquences de la participation du Marché commun agricole de pays qui ont des productions similaires à celles de la France ou de l'Italie ? Pour des raisons politiques : l'élargissement du nombre des membres de la Com-

munauté ne modifie pas seulement ses dimensions, mais aussi sa nature, d'autant plus que les régions agricoles de ces pays sont assez différentes des nôtres. D'autre part, il n'est pas commode et sans doute même n'est-il pas souhaitable — de fermer la porte à ces pays amis et voisins. Mais, en toute hypothèse, il ne sera pas possible de maintenir telles quelles les institutions de la Communauté si celle-ci s'élargit encore. »

Interrogé sur l'importance qu'il accorde à l'élection du Parlement européen, M. Couve de Murville a répondu qu'il avait « beaucoup de problèmes plus urgents à régler en matière européenne », parmi lesquels l'absence de rapprochement de la politique étrangère des Neuf, et surtout « la véritable remise en cause de la politique agricole commune à laquelle se livre aujourd'hui la Grande-Bretagne ». L'ancien premier ministre a déclaré ce sujet : « Nous avons une politique d'aide aux producteurs. Voilà en fait une politique d'aide aux consommateurs, c'est-à-dire aux pays importateurs, au premier rang desquels figure la Grande-Bretagne. » M. Couve de Murville a d'autre part estimé que la déclaration de M. Willy Brandt selon laquelle le futur Parlement européen doit devenir une Assemblée constituante « (le Monde du 8 avril) ne reflète pas la position officielle du gouvernement de Bonn, qui est beaucoup plus réservée à cet égard. »

arienne

L'opposition «trahit la patrie»

Dans un commentaire consacré aux manifestations étudiantes de Cracovie, M. Rolinski accuse les dirigeants de l'opposition de « trahir la patrie ». « Nous devons être prêts à la résistance contre les provocations, écrit-il, à démasquer les aventuriers politiques dont les illusions avec les centres étrangers antipolonois revêtent la forme d'une trahison. L'article reproche notamment aux protestataires leurs relations avec la revue Kultura, éditée à Paris par l'émigration polonaise. Certains des « agitateurs » d'aujourd'hui, affirme encore le journal, ont été « les mêmes cyniques qu'en mars 1968 en voulant élever de la bonne foi de la jeunesse étudiante. La comparaison avec les troubles de 1968 est significative de l'état qui règne actuellement en Pologne. Certains courants dans le parti révent d'en découvrir une nouvelle fois avec cette incorrigible jeunesse universitaire que l'on soupçonne toujours de se laisser mener par des « commandes » animés par des juifs. M. Rolinski prend, du reste, un certain soin à citer dans son article plusieurs de ces « meneurs » dont les noms ont une consonance caractéristique.

VIVRE EN R.D.A.

Le train de l'unité - ce type de séjours a pour particularité d'assurer la rencontre permanente avec des jeunes de la R.D.A. Accueil : submerge de jeunesse, centre universitaire. Activités : rencontres avec des responsables culturels et économiques, visite de la capitale, d'entreprises, etc. - sports, jeux, spectacles. Transport : train Paris-Berlin A/R. Dates et prix : du 31 juillet au 23 août 1977. 880 F. (contenant la pension complète, les activités prévues, le transport). Librairie et vacances de la jeunesse : 4 et 6, rue Chateaur-Landon 75010-203.20.50. 3, place Paul Painlevé 75015-329.50.57. A retourner pour une documentation gratuite. Nom : Adresse : Code Postal : Association loi 1901 agréée par le gouvernement général au numéro n° 69017. Information aux adhérents.

Griffsolde de l'ascension

SOCIÉTÉ

DEUX VIEILLES DAMES OBSTINÉES

Le siège de la rue Jonquoy

C'est dur d'habiter dans une automobile. Depuis trois semaines, Mme de Monteleone et son fils, M. de Monteleone, sont installés dans leur voiture devant le numéro 1 de la rue Jonquoy, dans le quartier de la Madeleine, dans le deuxième arrondissement de Paris, sous les fenêtres de l'« adversaire ». Les deux vieilles dames — soixante-dix-huit et soixante et onze ans — veulent, par ce moyen inédit, déloger les locataires du cinquième. « Je suis à la rue, il n'est qu'à aller à l'assistance publique et me réinstaller dans un appartement qui m'appartient », dit Mme de Monteleone ; depuis vingt ans, le leur demandait de quitter les lieux. « Evidemment, là-haut, on fait le sourd orléanais ».

« Tout a commencé par une chute. J'ai été hospitalisée en Italie et je n'ai pu revenir à Paris pour occuper l'I.L.M. que l'habitation boulevard Blanqui. L'office de Paris vient de m'expulser, c'est pourquoi je veux à présent récupérer mon appartement ».

La loi ne lui permettant pas de chasser ses locataires sur-le-champ, elle a imaginé cette manifestation insolite. Mme de Monteleone, qui possède le sens de la mise en scène et un courage certain — il n'a pas fait chaud ces temps-ci — a décidé de protester à longueur de nuit en campant devant chez elle. « Je suis sansabri ; je tiendrais tant que je n'aurai pas obtenu gain de cause », a-t-elle déclaré.

Avec les jours, on s'organise. Le chien Tobie dort à la place du chauffeur et porte une muse-

lière, car, après 20 heures, « il ne reconnaît pas ses maîtres ». A ses côtés, Mme de Monteleone, dont une jambe est couverte d'un hémistome, derrière, un autre chien, un Saint-Bernard de 125 kilos, et l'arabe, pélemêle, douze sacs de nourriture pour les deux bêtes, des couvertures, des piles et des bonnets.

Dans la journée, nous allons voir mon avocat, nous prônons les chiens. Pour la toilette, nous allons chercher de l'eau dans le cou de mon immeuble. La vieille dame est installée dans sa protestation, certaine de son bon droit, obstinée au risque d'y perdre la santé. Son amie ne refuse pas un bon lit. Mais est-on vu Sancho Pança renoncer aux plus folles entreprises de son héros ?

Les habitants du quartier paraissent toutefois moins sensibles. Le boucher approuve : « C'est le propriétaire, alle e des droits ». La patronne du restaurant trouve la situation « bizarre ». Quelques-uns s'amusent, mais, dans l'ensemble, c'est plutôt l'indifférence. A peine si, dans la nuit, les vitres embuées de la petite auto attirent l'attention des passants.

« C'est les Misérables », dit Mme de Monteleone, qui possède des biens en Italie. Mais cette misère, pour rassurer plutôt à un caprice, à une manie de vieillard. On n'y croit guère dans le quartier. La voiture immatriculée à Rome, comme celle d'un touriste, ce gros chien dévoreur de viande rouge : la mise en scène de la détresse est un peu trop décorée.

A bout de nerfs

L'indigence, c'est dans le petit appartement convulsé qu'elle écrivit. M. Vial et sa sœur y habitent seuls. « Nous sommes étouffés au quartier, c'est dans cet appartement que mon frère est né, il y a soixante-cinq ans. Le loyer n'est que de 100 francs par mois... mais, depuis que le véhicule est là, nous hésitons à sortir ». A travers les rideaux, ils observent les allées et venues des assaillants. « Je suis à bout de nerfs, j'ai rencontré la « signorina » et elle a charbonné sur mon passage », dit Mlle Vial ; nous subissons un préjudice moral. Deux personnes démunies, aux aguets, attelées jusqu'à leur sommeil : « Je me lève parfois la nuit pour voir si elles sont encore là. » Dans la rue, c'est le grand feu. Avec des airs très dignes, la dame de soixante-dix-huit ans, ancienne assistante sociale et

commissaire des scouts, veille obstinément ; souffre, stoïquement ; elle sait qu'elle détient là les meilleures armes de son combat : un siège moral. Déjà le conseil général d'Italie a été alerté, les prêtres de la paroisse se sont penchés sur le cas, les communistes du quartier sont passés... « Elle sait du droit : elle est polyglotte », lance d'un ton doctoral sa confidente. « A l'étranger, les Vial vivent dans la misère. Ils n'ont rien plus, comme si déjà le piège s'était refermé. » Je ne veux pas aller dans une maison de retraite, être séparée de mon frère, voilà tout... Sur le trottoir, devant son campement, Mme de Monteleone et son aide font les sentinelles. Tant pis si, en face, l'adversaire a aussi les cheveux blancs.

CHRISTIAN COLOMBANI

DÉFENSE

Le contre-amiral Henri Darrieus est nommé commandant de la zone maritime de l'océan Indien

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 13 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **MARINE**. — Est nommé commandant de la zone maritime de l'océan Indien, le contre-amiral Henri Darrieus.

(A bord d'un ancien pétrolier, la Charente, transféré au navire de commandement, l'amiral en charge de la zone maritime de l'océan Indien a sous son autorité, à l'heure actuelle, dix-huit navires, dont deux bâtiments de combat. Dans cette flotte, qui représente environ 13 % du nombre des navires en service dans la marine nationale, figurent actuellement le porte-avions Clemenceau, avec quarante avions et hélicoptères.)

Sont nommés : commandant les sous-marins d'attaque, le contre-amiral Henri Pages ; chargé des fonctions de sous-chef d'état-major « matériels » à l'état-major de la marine, le contre-amiral Claude Piri. Est mis à la disposition du chef d'état-major de la marine, le vice-amiral André Maler.

Est promu contre-amiral, dans la deuxième section (réserve), le capitaine de vaisseau Henri Tournet.

● **TERRE**. — Sont nommés : adjoint au général gouverneur militaire de Nancy, commandant la IV^e division et la 61^e division militaire territoriale, le général de division Louis d'Harcourt ; chef du bureau des officiers généraux des armées, le général de brigade Michel Jorant. Est placé en position de service détaché auprès du premier ministre (secrétariat général de la défense nationale), le général de brigade Guy Duhamel.

Sont promus général de brigade, les colonels Charles Alexandre et Henri Deljardin.

Sont promus général de brigade dans la deuxième section

(réserve), les colonels Louis Kalc, Charles Collin et Valentin Gallineau. Est admis en deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, l'intendant général de deuxième classe Gustave Loriot.

● **AIR**. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Pierre Birden ; général de brigade aérienne, le colonel Jean Raynaud.

Est admis, sur sa demande, au bénéfice du congé du personnel navigant, le général de corps aérien Daniel Saint-Macary.

Est promu général de brigade aérienne dans la deuxième section (réserve), le colonel Roger Lhomme.

● **ARMEMENT**. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Flattier ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Claude Napoly.

(Agé de soixante ans, l'ingénieur général de l'armement Henri Flattier a été, notamment, en 1954, directeur du cabinet du haut commissaire à l'énergie atomique, chargé de mission auprès de l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique en 1971 et directeur général adjoint de l'Ecole polytechnique depuis 1973.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Battoirs PARIS-12^e 1975

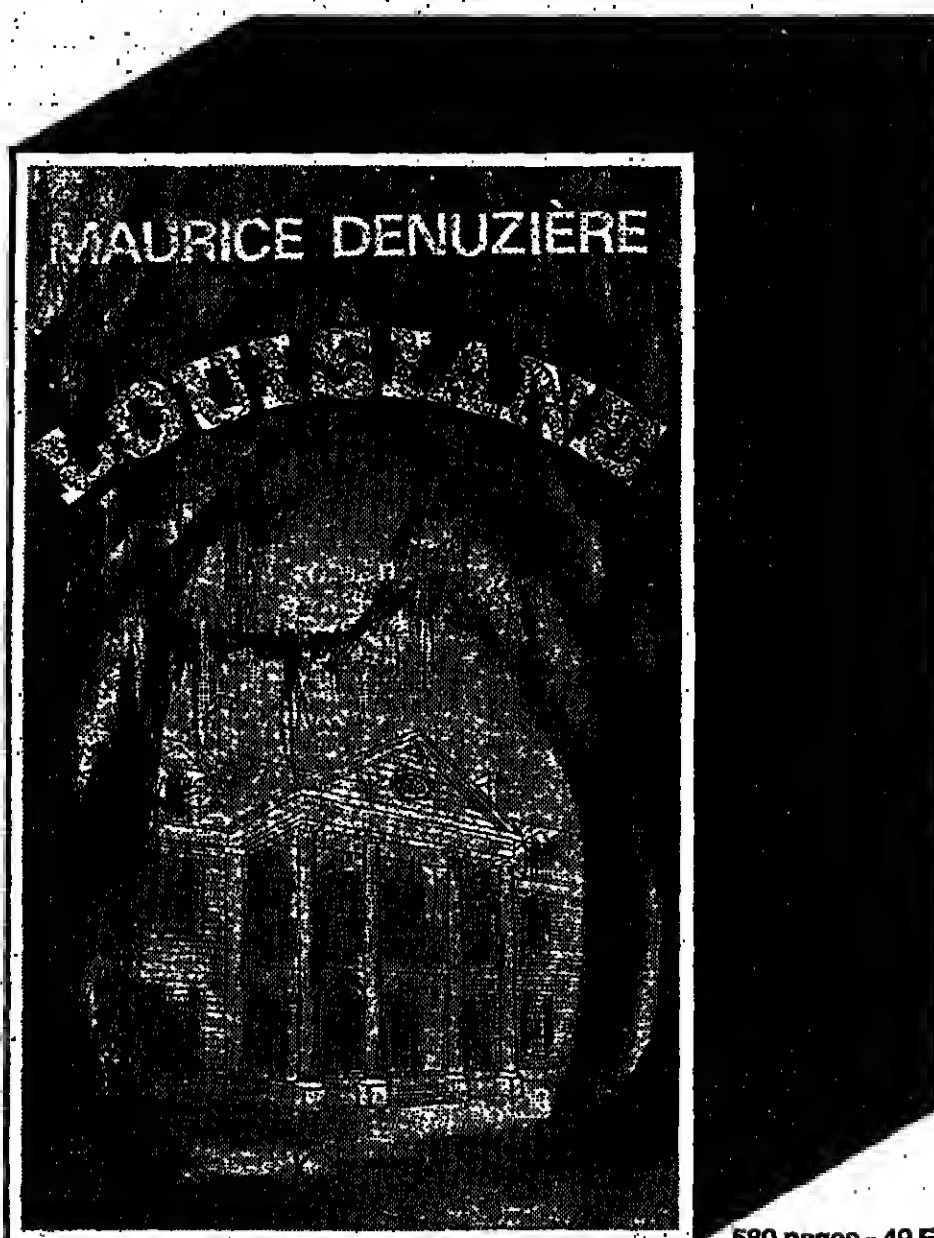
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5762.

éditions JCLattès

JCL

UN LIVRE MONUMENT

(ANNE PONS - LE POINT)



580 pages - 49 F.

LOUISIANE

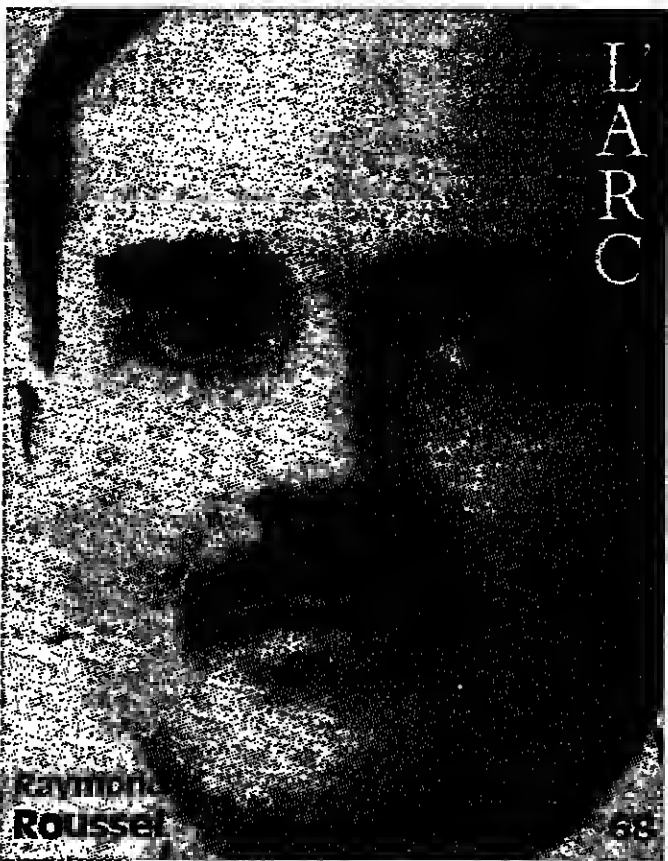
Une fresque romanesque

que toute la presse vous conseille :

«Voici un vrai roman : épais, mouvementé, coloré, captivant, peuplé de personnages attachants, et qui nous transporte, loin de notre temps et de nos soucis quotidiens, dans un des pays qui semblent avoir été créés pour exalter notre imagination et nourrir nos rêves : la Louisiane. (ANDRÉ BOURIN. Le Journal Rhône-Alpes). Un souffle romanesque à vous couper le souffle. Une de ces maîtrises de plume comme on n'en a plus souvent l'élégance... (JÉRÔME FAVARD. L'Humanité). On a souvent reproché, à juste titre, aux romanciers français de manquer tout à la fois d'ambition, de souffle et de muscle. Ce reproche, on ne pourra en tout cas pas l'adresser à Maurice Denuzière. (JEAN BOURDIER. Minute). C'est tout ce qu'on aime. Quel extraordinaire feuilleton de télévision cela ferait ! (BERNARD PIVOT. Apostrophes). La plus envoûtante et la plus nostalgique des romans. (JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN. Le Nouvel Observateur).»

«LOUISIANE est un roman, et plus qu'un roman. (ANNE PONS. Le Point). Ce qui en fait la prix, c'est l'extraordinaire documentation assemblée par Maurice Denuzière. (JEAN LABORDE. L'Aurore). Cette Louisiane, il la saisit en 1830, à son apogée, et ne la lâche plus jusqu'à la guerre de Sécession, à son effondrement. Il la décortique, l'analyse, la restitue dans toute sa vérité avec son immense talent de journaliste. (JANICK JOSSIN. L'Express). Maurice Denuzière apprend la Louisiane aux Français. (JACQUELINE PIATIER. Le Monde).»

JCLattès



Raymond Roussel

Raymond Roussel vu par des écrivains d'aujourd'hui : BUTOR, FEREZ, RICARDOU, ROBBE GRILLET, etc.

Chez les bons libraires (15 F) ou franco (C.G.P. Marseille 5.321-61)

L'ARC

Chemin de Repentance - Aix-en-Provence
Abonnement (4 n°) : France, 50 F - Étranger, 55 F.
Diffusion Librairie : Nouveau Quartier Latin, Paris.
Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :
34 FREUD - 35 DUBUFFET - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN - 41 MELVILLE - 43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI - 48 MAUSS - 49 DELUZE - 50 GUTENBERG - 51 XENAKIS - 52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA - 55 F. le numéro : 57 HUGO - 58 LACAN - 61 DE BEAUVOIR - 62 ILLICH - 63 BEAUBOURG - 64 LYOTARD - 65 LE ROY LADURIE - 66 BONNEFOY - 67 MAHLER

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien
recherche d'urgence pour création et lancement de nouvelles collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.
Adresser manuscrits et C.V.
Tél. 325.85.44
3 bis Quai aux Fleurs
75004 PARIS
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

Vous ne pouvez pas connaître

"Arabia and the Gulf" avant de l'avoir lu

"Arabia and the Gulf" : L'hebdomadaire entièrement consacré aux affaires politiques et économiques du Proche Orient, libre de toute couleur politique et sans aucune affiliation ou parti-pris. Abonnement seulement. Si vous désirez recevoir un exemplaire-échantillon d'Arabia and the Gulf et profiter du tarif spécial de lancement, contactez au plus tôt :

Arabia and the Gulf
Portico Publications (UK) Ltd
84 Fetter Lane
London EC4A 1EQ
Grande Bretagne

In. malclès manuel de bibliographie

3^e édition revue et mise à jour par
Andrée Lheritier
conservateur à la bibliothèque nationale

400 pages
puf
135 F.

Pécole et la nation

163, Rue du TEMPLE - PARIS 75003 - Tél. 277.35.22
N° 272 Mai 1977 le n° 8 F
LA CONDITION ENSEIGNANTE
vie, travail, responsabilités
EN LIBRAIRIES ET KIOSQUES

Nadeau nouveau

Une nouvelle maison vient d'apparaître dans le paysage mouvant de l'édition française. Mais si le label est nouveau, le sigle est plus ancien. Il s'agit des « Lettres nouvelles-Maurice Nadeau », que la dénomination par Drouot du contrat qui les liait contraindait ou autorise à l'indépendance.
Ce « nouveau » sigle - au catalogue prestigieux sera diffusé par Interforum.
Deux volumes viennent de paraître : une réédition de *Lunar Caustic*, de Matcom Lowry, augmentée de la *Caustique lumineuse*, dans la traduction de Clémence Fracalossi, et le plus récent ouvrage de Leonardo Sciascia : *Les Polynésiennes*, traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano, suivi de la *Disparition de Majorana*, traduit par Mario Fusco.
Première innovation, d'importance, et heureuse : les noms des traducteurs sont inscrits en gros sur les couvertures.
La nouvelle maison publiera, en septembre, le premier roman d'un jeune auteur : Barthélémy (Jeanne Biot), et pour les mois suivants, les ouvrages de Yann Gaillard (*Gloire des morts illustres*), de Gustav Janouch (*Conversations avec Kafka*), de Walter Benjamin, d'Henry James (nouvelles inédites) et les souvenirs de celui qui fut durant onze ans le secrétaire particulier de Trotsky en exil : Jan Van Hellenort.
Bienvenue au Nadeau nouveau.

Rendez-vous au Crès

Le Crès est, non loin de Montpellier, un village devenu cité-dortoir. Il sera le 22 mai, pour la deuxième fois, un lieu de rencontre, avec le Festival occitan, organisé par le groupe d'action culturelle de la localité. Mais, cette année, on ne s'en tiendra pas aux rituels ventes de livres avec séances de signatures, accords de guitares, récitals de chansons. Le Festival occitan sera un rendez-vous pour tous ceux qui souhaitent parler de la création et de l'édition régionale. Comme les auteurs et les éditeurs installés dans la région Languedoc-Roussillon ne manquent l'échange devrait être intéressant. On attend ainsi au Crès des gens « connus », mais aussi des « marginaux » : le prix Goncourt Jean Carrière, Jean Joubert, Emmanuel Maffre-Baugé, Gaston Bachelard, Pierre Bosc, pour les auteurs ; et du côté des éditeurs, on compte aussi bien sur Fata Morgana, déjà auréolé d'un prestige national, que sur de plus modestes (encore) comme l'Atelier du Gué, Entailles, les Presses du Languedoc, Petite Mironne, etc.

vient de paraître

Romans français
JEAN-MICHEL GARDIA : *Châcun* — Le quatrième roman de l'auteur du *Corps de Louis*, où se conjuguent le vertige des mots et l'ivresse des sens. (Sagittaire, 110 p., 24 F.)
JEAN-LOUIS COTTE : *La Vallée des justes* — De cet auteur, qui en est à son troisième roman, une épopée historique qui se déroule au Transvaal, à la fin du siècle dernier, peu avant le début de la guerre des Boers. (Albin Michel, 365 p., 39 F.)
MICHEL GRISOLIA : *Le Plaisancier de la mer* — Le premier roman d'un critique cinématographique dont l'action se déroule dans un N.E. transformé en Babylonie, avec meurtres, bagarres, dolce vita. (J.-C. Lattes, 300 p., 40 F.)

Littérature étrangère
VLADIMIR TENDRAKOV : *Le printemps japonais et autres nouvelles* — Le second recueil de nouvelles traduites en français de cet auteur soviétique qui a commencé par travailler dans les komsozols avant d'opter pour la littérature. Trad. du russe par Bénédicte de Crest. (Gallimard, « Littératures étrangères », 350 p., 52 F.)
JULIUS HORWITZ : *L'ennemi naturel* — Le récit de la jeunesse d'un homme, un ex-journaliste qui va tuer toute sa famille avant de se donner la mort. Par l'auteur du *Journal d'un fils de Harlem*. Trad. de l'américain par Anne de Vegli. (Le Seuil, 190 p., 35 F.)

Essais
JEAN PAULHAN : *Caractères de la vie humaine* — Pages d'un auteur intime où Paulhan a consigné ses réflexions journalistiques, de juin à septembre 1904. Avec un portrait de Pierre Klossowski. (Le Neveu Commerce, 50 p., 28 F.)

Inédits
ANDRÉ SUARES : *Vita Nova* — Suite de fragments des chroniques de Cerdal. Texte établi et introduit par Yves-Alain Favre. Il s'agit d'un inédit de Suarez, lequel avait les plus grandes difficultés à se faire éditer, qui date vraisemblablement d'août 1941. (Rougerie, Morcemart, 87330. Mémoires sur-isoire, 150 p.)

Correspondance
Documents STEPHANE MALLARME — Tome VI. Présenté par Carl-Pol Barbier. Correspondance avec Henri Cazalis, 1862-1897, recueillie, classée et annotée avec la collaboration de Lawrence A.

la vie littéraire

Le syndicat de l'édition face à la grogne

Les conférences de presse du Syndicat national de l'édition étaient rares. Elles le seront peut-être moins désormais. C'est ce qui apparaît en tout cas après les multiples colloques de Nice au cours desquels les éditeurs ne furent pas épargnés. Président du syndicat pour une année encore, M. Yvon Chotard, élu en 1975, avait prévu avant le Festival une rencontre avec les journalistes, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle du 17 mai. En l'occurrence, il n'a pas dissimulé que ce qui s'était passé à Nice n'avait fait que le conforter dans son initiative : « Puisque l'on nous critique, autant répondre. »
Pour l'heure, la réponse reste calme et sage. Le Syndicat national de l'édition se borne à confirmer ses positions et à rappeler ses actions. Il se déclare pour le « prix unique », dans le débat sur le « discount » ; il souhaite « un code de la concurrence » entre libraires et grandes surfaces ; il reconnaît qu'il ne peut imposer à ses adhérents le contrat-type nouveau, élaboré avec la Société des gens de lettres, mais ajoute que ce contrat n'est pas à ses yeux « le terme d'une évolution ». Autrement dit, il peut encore être amélioré. Le Syndicat des écrivains de langue française aurait-il alors voix au chapitre ? Le président du syndicat sourit : « Ce n'est pas nous qui avons rompu avec le S.E.L.F. » Et puis les éditeurs sont philosophes ou résignés : la contestation, c'est la loi du monde moderne.

Le « Roméo » d'Alexandre Dumas

Alexandre Dumas père fut aussi l'auteur d'un *Roméo et Juliette*. On peut en lire les deux mille trois cent trente-six vers inédits dans un livre de Maria Uliouchova, docteur en philologie de l'université de Prague, qui est le résultat de dix années de recherches. L'ouvrage s'intitule *En suivant les traces d'Alexandre Dumas père en Bohême*. Publié par les Editions Académia, de Prague, il est en vente à la librairie Clavier, 37, rue Saint-André-des-Arts, à Paris. On y trouve aussi, parmi bien d'autres inédits, cette phrase d'une lettre d'affaires, toujours au sujet du drame inédit : « Je vais finir *Roméo* en trois semaines, mais je voudrais être sûr que la pièce lût jouée et ne pas perdre mon temps. » Et pourtant.

« Sans valeur », disait-il

Les éditions S. Fischer, en Allemagne fédérale, publient les premiers cahiers du *Journal* de Thomas Mann, dont elles annoncent une édition complète. L'auteur des *Buddenbrook* avait réuni ces cahiers, commencés en 1933, en un paquet sur lequel il avait écrit : « Sans valeur littéraire. » Il avait par ailleurs précisé qu'ils ne devaient être publiés que vingt ans après sa mort. Le paquet fut donc ouvert en août 1955 : il contenait trente-quatre épais cahiers d'écolier, remplis sur près de 6 000 pages d'une écriture serrée. Ils couvrent la période de 1933 à 1955.

« Photorouergue »

Une belle couverture glacée, une mise en pages soignée, une invitation à feuilleter, mais tout autant à regarder et à lire : ainsi se présente le *Pierre et le Seigle*, premier volume d'une nouvelle collection du Seuil. Les Français par eux-mêmes, dirigée par Denis Roche et Jean-Robert Masson.
Tout s'est fait à partir d'une idée simple : demander aux habitants d'une ville, d'une région, leurs albums de photos de famille, et montrer ainsi leur histoire et leur vie. Le *Pierre et le Seigle* raconte ainsi Villenave-de-Rouergue, qui n'est pas seulement la patrie de M. Robert Fabry, et où se croisent le Rouergue et l'Aveyron. Emmanuel Le Roy Ladurie, préfacier enthousiaste, se déclare d'emblée « rouergophilie ». Bernard Dutoit, auteur, chercheur, a trouvé les photographes et les a fait vivre. Il a aussi trouvé pour leurs auteurs, ces amateurs obscurs, une très belle appellation : les photographes de l'identité populaire. Et surtout qu'on ne s'y trompe pas, rien à voir avec une collection de cartes postales rétro. On voit d'ailleurs très bien par cet album ce qui distingue le professionnel du amateur, le sensationnel du quotidien.

Précisions... encyclopédiques

Dans l'étude de Jeanne Durand, consacrée aux encyclopédies (*Le Monde des livres* du 6 mai), les conditions de vente et de diffusion de l'Encyclopédie Universelle ont été mal précisées. L'Encyclopédie Britannica France est, au même titre que le *Club français du livre*, chargée de diffuser les ouvrages. Le *Club français du livre* a l'exclusivité de la vente par correspondance ; l'Encyclopédie Britannica celle des ventes par courriers. Les volumes sont visibles et disponibles, 10, rue Vercingétorix, Paris-14^e.

en bref

• AU PROGRAMME DES CONFÉRENCES-DEBATS organisées au Centre Georges-Pompidou par Bernard-Henry Lévy et Jean-Marie Benoist, un second cycle intitulé « Le désir et la loi » rassemblera le mardi 23 h. 30 : Julia Kristeva (« Qu'est-ce qu'un intellectuel dissident ? », 23 mai) ; Maurice Clavel et Jean-François Desanti (13 juin) ; André Glucksmann et Jean Dauterive (20 juin) ; Bernard-Henry Lévy (« Qu'est-ce que la barbarie ? », 27 juin).

• LA BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE DE MASSY, avenue de France, 91300 Massy, présente du 16 mai au 11 juin un ensemble de manifestations sur le thème du « Front populaire » avec projection du film : « Un goût de bonheur » (le 2 juin, à 14 h. 30, à l'usine N.R.C. (Zone industrielle de Massy, débat autour de l'émulsion de Cécile Sandell, 1896 ou la mémoire d'un peuple, le 3 juin à 18 h. 30 et 20 h. 45).

• LA FÊTE DU LIVRE, organisée par la Fédération française des syndicats de libraires, aura une cette année sur les bords du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, les 17, 18 et 19 juin. L'accès est gratuit.

• TROIS FEMMES ECRIVAINS ITALIENNES — Armande Giacobbi (« La Femme et le Serpent », Gallimard), Dacia Maraini et Maria Antonietta Macciocchi — prendront part à une « table ronde » sur « La femme et la créativité », aux côtés de Julia Kristeva et de Lucie Légaray, le jeudi 26 mai 1977, à 20 h. 30, à l'Institut culturel italien (54, rue de Valenciennes, Paris).

• LES POÈTES CLAUDES BERNET, mort en mars 1968, fait l'objet d'une thèse que Michel Gourdier va soutenir le 23 mai devant l'université de Nice. M. Sussanelli, directeur de la thèse, présidera le jury, composé de MM. Decandès et J. Onassis.

• DANS LA COLLECTION « MEDRE », Ed. Laffont réédite deux livres d'Alfred Jarry : « Mégalithe », roman de l'ancêtre Rome, suivi de « Madrigal » et « le Surmali », roman moderne. Tous deux publiés avec une préface et des notes de Thérèse Foulc.

• MAURICE DENIZEUR vient de recevoir pour son roman « L'ontologie » (J.-C. Lattes) le prix Alexandre-Dumas 1977. La récompense est créée par l'association des amis d'Alexandre Dumas, est attribuée par un jury composé de Juliette Achard, Madeleine Amiot-Péan, Juliette Benzonni, Jeanne Bourin, Christiane Cardinal, Marguerite Castillon du Pecq, Georges Bordenave, Alain Decaux, Francis Duteil, Georges Gatte, Jean Laine, Jean Rousselet.

en poche

«Le Pain des rêves»

Le monde tel qu'il apparaît se découvre peu à peu à un enfant, non pas dans une maison douillette et parmi les tentures, mais dans une famille pauvre parmi les pauvres, en province, avant 1914. Ils habitent une ancienne école à peine aménagée, ils subsistent avec les trois sous gagnés par le grand-père, qui a repris du travail après le départ de son fils. Ni peuplisme ni misérabilisme, ni rancune, ni révolte, mais vraiment un autre regard sur la vie, l'appert personnel de Guilloix. Cette réédition du *Pain des rêves* de 1941 est l'occasion d'aborder dans une autre de ses réussites une œuvre trop souvent réduite au seul *Sang noir*. C'est à elle qu'il est revenu d'enrichir notre mémoire romanesque d'un univers qui n'apparaît jamais mieux dans sa différence que lorsqu'il est, comme ici, perçu par un enfant : tristes et angoissés, mais aussi incompréhensibles émerveillements, comme celui de l'enfant quand par hasard il découvre la musique : « Du fond de mon cœur m'élevait et mes lèvres ces paroles inattendues : quelqu'un t'aime. » Dans le pathétique à peine indiqué comme dans l'humour, en est à tout moment sensible à la justesse du ton, mais la technique narrative aussi est remarquable : qu'on voie par exemple comment elle inscrit la temps dans le récit sans recourir à la moindre chronologie.

En attendant qu'en réédite d'autres de ses anciens livres — pourquoi nous prive-t-on de la *Maison du paupre* ou de *Compagnons* ? — on s'élancerait que ce *Pain des rêves* amène à Guilloix tous les lecteurs qu'il mérite.

★ LE PAIN DES RÊVES, de Louis Guilloix. Folio, 496 p., 10,30 F.

• Parmi les autres rééditions : le *Métier de vivre*, de Césaire Pavese (deux volumes, Folio, traduit de l'italien par Michel Arnaud), *Portrait d'un inconnu*, de Nathalie Sarraute (Folio), et *l'Indésirable*, roman de Régis Debray (le Livre de poche).

Céline et l'hygiène

(Suite de la page 9.)

Que ce soit pendant ses études de médecine — « tout gras et gaires, mon affaire ! » — au dispensaire de Clichy — « ce camp de travail ! » — ou lors de ses missions en Afrique et dans les usines américaines, Céline ne découvre pas le Mal ; il le vérifie.

Les quelques quatre cent cinquante photographies ou documents rassemblés et légendés par J.-P. Dauphin et J. Boudillet dans l'Album de la Pléiade constituent une illustration idéale à la biographie de François Gibault et laissent le même sentiment de familiarité fatale avec le malheur. Pour mesurer les ravages de cette malédiction, il suffit de comparer le visage confiant de Céline à deux ans (page 16), la dernière fois, sans doute, qu'il sourit aux anges, et le masque traqué, matraqué, des derniers mois (pages 254-255). Rares sont les marques de l'âge tout autant ressemblant à un visage d'un malade perdu d'avance, à la montée d'un calvaire.

CETTE désignation presque voluptueuse aux yeux qui accablent l'humanité ne va pas, chez Céline, sans un authentique espoir de les prévenir. Sur la vocation d'hygiéniste et les théories prophylactiques qui se sont ensuivies, le troisième Cahier Céline, où J.-P. Dauphin et H. Godard ont réuni les « écrits médicaux », apporte un éclairage précieux.

C'est évidemment par attirance psychologique plus que par curiosité scientifique que l'étudiant Destouches a choisi pour sujet de thèse le savant austro-hongrois Semmelweis (1818-1885), persécuté au raison de ses travaux sur le fièvre puerpérale et mort fou après s'être infecté volontairement lors d'une dissection. Il apparaît d'ailleurs que le futur écrivain s'est « projeté » dans le personnage du biofacteur martyr, qu'il a enjolivé dans le tragique. On voit poindre avec intérêt sinon sa prose, encore sage et ponctuée de l'ancienne, du moins les thèmes de désolation qui hanteront les romans et ce qu'il appellera lui-même son goût du « Grand-Guignol ».

Les autres textes médicaux ne présentent pas cette valeur

littéraire : ce ne sont que des rapports rédigés comme expert de la Fondation Rockefeller ou de la Société des Nations sur la prophylaxie sociale au Cameroun ou aux usines Ford de Detroit. Mais certaines suggestions techniques, en particulier celles d'un mémoire inédit de 1932 sur la création d'un cours supérieur d'hygiène, donnent peut-être le clef, par leurs délires subtils, des incohérences qui ont conduit à l'admiration du III^e Reich et à l'antisémitisme.

BIZARRE mélange de visées compétentes et d'absurdités ! Étrange parcours, toujours le même, de l'optimisme raisonné au fatalisme fou.

Au nombre des intuitions prophétiques : la crainte de la surconsommation pharmaceutique, l'espoir mis dans les femmes et l'imputation des maux sociaux aux conditions économiques. Céline mania les notions de classe, de capi-

par Bertrand Poirot-Delpech

talisme et de prolétariat en apparente solidarité avec les peuples, auxquels il s'est toujours dévoué. Mais, soudain, le voilà qui déraile, qui prône sans rire la mécanisation de l'outillage, le restaurant d'entreprise obligatoire, une organisation militaire de la médecine, la nomination de « dictateurs » au chômage ! Tout en haïssant le capital et ses profits, il trouve « l'intérêt personnel plus sérieux que l'intérêt populaire ».

Ces incongruences s'expliquent par un attachement viscéral à l'ordre établi et par un réalisme cynique de l'effacement : « Prendre les hommes et l'argent là où ils sont ». Mais ces rechutes dans le pessimisme retiennent plus profondément le flottement idéologique propre à sa classe. Écrasée de toutes parts, la petite bourgeoisie commerçante du début du siècle naît de l'explication à son déclin que dans l'omnipotence d'un hasard hostile.

La vie, pense-t-elle, n'est qu'une illusion ; le bonheur,

une nébuleuse ; la justice, un rêve démenti par la nature. La vérité, c'est la maladie, le pus, la vérole, la mort... avec ses clochettes autour d'elle ! Seule consolation macabre de Céline : la constance de cette finalité, inscrite dans le concept mythique et toujours dangeux de « nature humaine ». D'un tel néant de doctrine, on peut autant redouter que de l'excès d'idéologie : l'assimilation de l'Autre à un microbe, la tolérance au génocide, la danse de Saint-Guy sur fond de charnier.

UN certain public craint que de telles explications ne portent à excuser ce que ni l'art ni la science ne rendent pardonnable à ses yeux. Il devrait se réjouir de l'initiative prise par les éditions Pléiade d'éditer Céline en chemise brune, le pamphlet-pastiche où H.-E. Kamlinski, juif allemand réfugié en France, tiré dès 1938 les conséquences logiques de *Bagatelles pour un massacre*. Dans la mesure où les textes antilemites de Céline sont en grande partie introuvables, il est utile d'en rappeler la sinistre décadence et d'affirmer que les écrivains, loin de mériter l'indulgence due aux irresponsables, savent mieux que personne le prix des mots.

Mais l'éditeur gagnerait à observer la sérénité méritoire que gardait Kamlinski, au lieu de donner à sa réédition, et à la couverture imitée de celle des Cahiers Céline, le sens d'une réplique indignée à l'essor des publications céliniennes.

S'il est vrai que le ventre d'où est sortie la bête immonde est encore fécond, comme le laisse craindre le regain actuel de pessimisme historique à tout faire, ne vaut-il pas mieux aller y voir de près que de se boucher les yeux ?

* CELINE, de François Gibault. Meneur de France, 334 p., 52 F.

* ALBUM CELINE, BIBL. de la Pléiade. Gallimard, 294 p., offert temporairement par les libraires pour l'achat de trois volumes de la Pléiade.

* CAHIERS CELINE N° 3, Semmelweis et autres écrits médicaux. Gallimard, 280 p., 45 F.

* CELINE EN CHEMISE BRUNE, de H.-E. Kamlinski. Pléiade, 122 p., 25 F.

romans

L'extraordinaire bric-à-brac de Michel Leiris

(Suite de la page 9.)

La traversée d'antichambres où meubles et tapis n'en finissent plus de moirer — marches grinçantes, couloirs rouillés, draperies flottantes — se transforme bientôt en une descente à travers les propres visages du narrateur, dans un corps retourné comme un gant. Mais ce retournement, c'est avant tout le langage qui l'opère, car le récit est l'image du temple construit par l'un des personnages, Damoclès Striel, anagramme du nom de l'auteur ; « l'édifice consistait », en dictionnaire réduite, une reproduction exacte de l'ensemble du temple, avec une matrice reculant elle-

même une reproduction plus petite, et cela à l'infini ».

Imbrications, enchevêtrements, associations de mots pris dans des sens différents, Raymond Roussel n'est pas loin. Le texte se constitue en fonction des avatars subis par Aurora, cette jeune femme à la fois Ariella et Pandora, qui s'avance dans un labyrinthe de phrases, et qui se métamorphose successivement en spectre, en météore, en un rébus représentant une cuve remplie d'eau, la lettre grecque « R » et la dieu-singe égyptien Râh (« le dieu-singe », « le dieu-singe », « le dieu-singe », « le dieu-singe »).

À quel point d'ordinaire chaud au cœur chez ce romancier-là gonfle des pages où le romanesque s'agrippe à l'humain quotidien, naît de sentiments tout simples, naturels, éternels et, finalement, donne l'envie au lecteur de devenir un peu meilleur ? Peut-être incriminer le rythme de l'action ? Elle se traîne comme si la vitalité habituelle à cet écrivain coïncidait avec l'écriture. La phrase qui manque de perf ? L'exercice de la prose, enfin, que Bernard Clavel transpose de ma-

nière pesante ? Probablement à tout cela à la fois. Dans cette longue marche vers le pays de l'« Ordre », le Vercors, comme vers une contrée bête, entraîne ses compagnons de fortune fuyant leur Comté dévasté, nous rencontrons les horreurs de la guerre — celle que Richelieu même sans zéro contre une région coincée entre l'Empire et la France et dont le statut d'indépendance dérange ses projets pour le royaume en construction.

Les horreurs de toute guerre. Dans le second volume, nous ne sommes plus directement imbriqués dans les meurtres, le pillage, l'incendie et l'immense glâcis d'hommes et de biens qu'imprime tout conflit. Nous en vivons les retombées, et c'est pire, s'agissant d'enfants lâchés pour morts (ils sont en effet tout commes) après l'assassinat de leur famille, seuls rescapés parfois de tout un village, estropiés, abîmés, pour toujours De la Comté à la Suisse, en contrebasse, le docteur Blondel, un « fou merveilleux », a décidé d'en ramener certains que coûte le plus grand nombre, pour les sauver.

Par le truchement de Blondel, dans la Lumière du lac, il rend à nouveau hommage à l'homme qui, de nos jours, s'acharne à rappeler vers la vie des milliers de petits martyrs venus de tous les coins de l'horizon ; et le pays d'aujourd'hui, lui aussi, est glorifié dans cette évocation de Morges, au dix-septième siècle, cette bourgade tranquille au bord du Léman.

Admiration infinie, pitié et révolte infinies, tel est l'écho que veut nous renvoyer l'œuvre inscrite dans une autre époque, mais l'écho se répète mal dans l'épaisseur molle du récit. Entre son émotion et la métamorphose de cette émotion en fiction, on dirait que l'auteur n'a pas pris assez de distance. Le pouvait-il ? Le pourra-t-il jamais ? Une réponse négative est tout à son honneur d'homme très humain, mais le romancier y perd.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* LA LUMIÈRE DU LAC, de Bernard Clavel. Robert Laffont, 84 p., 45 F.

JOSANE DURANTEAU.

* LES MERS PROFONDES, d'Irène Monési. Meneur de France, 254 p., 45 F.

Le romancier mangé par l'homme

● La Lumière du lac, second volet du roman historique de Bernard Clavel, les Colomnes du ciel, apporte une déception.

DANS un récent débat télévisé, qui opposait trois critiques à autant de best-sellers, Bernard Clavel a déclaré — sans amertume d'ailleurs — que la plupart des critiques parisiennes ont commencé à le bouder du jour où il a obtenu le prix Goncourt. N'étant pas dans ce cas, et l'ayant même suivi, depuis

ses débuts, avec grande sympathie, je n'en suis que plus libre pour dire que le second volet des Colomnes du ciel est pour moi, comme le premier, une déception.

A quel point d'ordinaire chaud au cœur chez ce romancier-là gonfle des pages où le romanesque s'agrippe à l'humain quotidien, naît de sentiments tout simples, naturels, éternels et, finalement, donne l'envie au lecteur de devenir un peu meilleur ? Peut-être incriminer le rythme de l'action ? Elle se traîne comme si la vitalité habituelle à cet écrivain coïncidait avec l'écriture. La phrase qui manque de perf ? L'exercice de la prose, enfin, que Bernard Clavel transpose de ma-

Les jeux de l'amour et de la cruauté

● Dans les Mers profondes, Irène Monési dépeint les amours féroces d'un trio.

IRENE MONESI (prix Femina 1966) demeure fidèle au roman d'analyse, en un temps où beaucoup de romans se détournent de la psychologie classique. Avec les Mers profondes, elle étudie, cruellement, précisément, froidement, les jeux amoureux d'un trio : un homme et deux femmes s'attirent et se repoussent, toujours à deux contre un, leurs alliances se faisant et se défont selon des lois implacables et secrètes. Les deux femmes, Jeanne et Rouge, se sont éprises l'une de l'autre, séduites par leur différence (Jeanne est française, Rouge canadienne). Mais Rouge est mariée, et son mari américain, Murray, est aussi amoureux de Jeanne. Va-t-il quitter Rouge pour épouser leur amie commune ? A mesure qu'évoluent les sentiments, on s'installe pour des événements incommensurables : on décore un appartement à Paris, on meuble une maison de campagne, soit pour un couple, soit pour un trio. Le livre est plein de maçons et de peintres ; et les cœurs aussi sont

en perpétuel chantier. Bientôt, le mari et la femme retrouvant leurs habitudes antérieures, Jeanne devient l'intruse, qu'on humilie, et qui se venge en imposant le spectacle de sa souffrance, en femme deux fois trahie. Mais les situations se répètent : Rouge, quand elle a rencontré Murray, n'a-t-elle pas chassé Patricia, sa première épouse ? N'a-t-elle pas été un temps, pour ce couple, ce qu'est Jeanne aujourd'hui, pour Rouge et Murray, la diversion, la tentation venue du dehors ?

Murray serait volontiers partisan d'un mariage « open », où les passantes qui plaisent à Rouge lui plairaient aussi. Mais Rouge aime à chasser seule. Elle continuera à « chercher des femmes », — laissant Jeanne et Murray en arrière, su rebut.

La peinture de ces amours et de ces peines fait moins penser à Jean Racine qu'à Henry Bernstein. La description minutieuse de ces retournements de la passion fait figure de démonstration où le sang ne coule pas. Mais tout cela est écrit avec une impeccable rigueur.

JOSANE DURANTEAU.

* LES MERS PROFONDES, d'Irène Monési. Meneur de France, 254 p., 45 F.

H. Gougaud, «Goncourt» de la nouvelle

QUAND les académiciens Goncourt décernent leur prix de la nouvelle à Daniel Boulanger, puis à Corinna Billa, dont, sans eux, le talent risquerait fort de n'être apprécié que des seuls Suisses, ses compatriotes, ils avalent « le main heureuse ». Ils l'ont également cette année, où ils viennent d'attribuer la même prix à Henri Gougaud, pour ses *Départements et Territoires d'outre-mort*. Sous ce titre, qui est aussi celui de la dernière histoire du recueil — on pourrait guère trouver mieux pour appeler l'ensemble de la fantastique et d'insolite, — sous ce titre sont groupés trente récits ou, mieux, trente contes d'une qualité remarquable.

Henri Gougaud, il y a longtemps que nous la connaissons. Depuis, que Gréco, Ferrat et Reggiani ont commencé à chanter ses chansons : c'était alors un « parolier », c'est aujourd'hui un auteur. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir son livre, d'où s'écoule un charme qui vous entraîne à la lire sans s'arrêter.

Un charme difficile à cerner, à définir, mais qui vient sûrement au fait que l'auteur croit tout le premier ou tout de suite à ce qui revient au même — aux étonnantes histoires qu'il raconte : une terrible catastrophe qui trouble, dirait-on, qui bon lui semble ; une voyante extralucide aussi fantomatique que sa roulette battoise ; un complot mystérieux de marbre noir ; un M. Lazarus « marié » à la plus adoulante des déesses ; Marie-Françoise-Maria, la « portuse d'hiver ».

Si les auteurs, comme les feuilles mortes de Prévert, se ramassent aujourd'hui à la pelle, les poètes, les vrais, se font rares. Moins cependant que les conteurs, dont la race tend à disparaître. Henri Gougaud, lui, réussit ce miracle d'être tout cela à la fois. La chose valait bien qu'on la marque d'une plume blanche.

ROLAND STRAGLIATI.

* DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MORT, d'Henri Gougaud. Julliard, 190 pages, 35 F.

correspondance

A PROPOS DE MARCEL DÉAT

A la suite de l'article de Dominique Desanti sur l'ouvrage de Pascal Ory, Les Collaborateurs (Le Monde des livres, 15 avril 1977), nous avons reçu cette lettre de M. Guy Decouty :

Dominique Desanti, après avoir relevé les noms des normaliens Marcel Déat, Félix Chailley et René Chatelet, conclut : « Les disciples du philosophe Alain se distinguent ». Déat, disciple d'Alain ? Je l'ignorais. Même si cette affirmation est exacte, ce raccourci me semble profondément injuste. A ces trois noms j'ajouterais (entre autres) Jean Prévert et Simone Weil, également normaliens et disciples d'Alain, morts dans les circonstances que l'on sait. J'y ajouterais également Michel Alexandre, sans doute le plus proche d'Alain, arrêté par la Gestapo dès juin 1941, réfugié à Limoges en janvier 1943, où il se camoufle jusqu'en 1944 dans une mansarde de la rue Saint-Surin. Il n'y évoluta l'esprit et n'apprent à penser par

mot-mot, à résister à tous les bourrages de crâne. Non ! Ce cercle n'a pas trahi !

Enfin, recenser aujourd'hui les « collaborateurs » me semble très désoleant. Garde-fous ? Mais l'histoire ne se répète pas.

[Que des disciples d'Alain soient morts au combat n'empêche pas que d'autres aient évité le pacifisme intégral de leur maître pour justifier leur travail avec l'occupant. D'ailleurs, combien d'intellectuels ont brandi Nietzsche pour expliquer leur pro-nazisme ? Et Hitler n'avait-il pas annoncé : « Je veux que l'Allemagne soit dirigée par des hommes de la culture » ?] Mais Alain, lui, a fourni bien des citations justifiées... tout comme Frenckon d'ailleurs. En outre, quel rapport entre la plume touchante de M. Decouty pour la mémoire de Michel Alexandre, en effet, disciple d'Alain, et la collaboration d'autres disciples du même effet d'Alain, et la collaboration ? — D. D.

poésie

Qui parle ?

● Trois jeunes auteurs en lutte contre les lois de l'expression.

COMMENT ne pas tomber dans le ron-ron des règles narratives ? Comment accepter un mot défectueux ? Comment traduire, en un langage nouveau, à la fois son trop-plein et son vide ? Depuis le nouveau roman, ce genre d'interrogation ne cesse de hanter les jeunes écrivains, au risque quelquefois de les paralyser. Yves Buis, qui a plusieurs livres d'expérimentation derrière lui, nous fait part de ses hantises dans *Epistémoly (1)*. Se mettre en mots est pour lui une sorte de pendaison : « On dit je ou tu ou il ou elle ou nous ou encore vous. On pourrait même dire : ils, elles. N'importe comment on est partout et à tous. » Cette constatation enregistrée, il nous livre de longues proses pleines de véhémences, où défilent nos travers, nos hontes, nos peurs. Des bribes prises dans l'univers déréglé et la société de consommation, avec des pontons de fièvre planétaire, donnent à ce magma une force certaine. De l'arnasse causée par trop de connaissance à la capture du moi par la verberge du refus, toute la gamme de nos velléités est ici exprimée avec un grand nombre de belles fulgurances.

Le court récit d'Eugène Savitzkaya, *Ménhir (2)*, reculant lui aussi devant tout choix, et préférant la dissolution à la solution, prend un ton plus élégant, sur un thème analogue. Il nous offre le portrait d'une mère, et nous prévient qu'elle pourrait, bien entendu, être quelqu'un d'autre. Il nous apprend, au cours de cette prose qui s'exécute à l'attention, de la facilité, de compléter cette esquisse, ou de l'écarter, ce que l'auteur accepterait avec bonne humeur, sa seule ambition avouée étant de nous élever, donc de nous rendre complice. Pour goûter un mensonge, il faut être au moins deux. Eugène Savitzkaya, poète de l'approximatif, se veut en même temps abstrait et salvé de l'abstraction. Il réussit à créer une sympathie indiscutable.

Les problèmes de l'écriture, du temps, de l'espace et de l'identité se retrouvent dans *Rory (3)*, de Serge Sautreau, qui, des trois écrivains, semble le plus profondément blessé par l'incertitude marquant toute tentative d'ancrer au vrai par le verbe. Qui parle, qui est parlé ? Subissons-nous ce que nous prétendons maîtriser, quand il nous arrive de succomber aux mots ? A ce compte, l'image est une exquise et forte échappatoire. Serge Sautreau écrit : « Y a-t-il des yeux pour le Zénith ? Y a-t-il des yeux pour le séro ? Rimbaud avait plusieurs corps, et Nerval des esprits. »

ALAIN BOSQUET.

(1) *Epistémoly*, d'Yves Buis. Collection « Prose », Christian Bourgeois, 156 p., 30 F.
(2) *Ménhir*, d'Eugène Savitzkaya. Les Éditions de Minuit, 124 p.
(3) *Rory*, de Serge Sautreau. Collection « Froide », Christian Bourgeois, 122 p., 30 F.



* Michel Leiris vu par H.-P. Cagnat.

Jean Sullivan, écrivain chrétien d'aujourd'hui

On doit à Jean Sullivan des romans, des nouvelles, des essais, des écrits intimes, près d'une vingtaine d'ouvrages où retentit une parole spirituelle. On lui doit aussi une collection « Voies ouvertes », qu'il dirige chez Gallimard depuis 1970, où ont

été publiés, entre autres, Jean Gaudonnel, Jacques de Bourbon-Busset, Jacques Ellul, des œuvres posthumes de Marcel Joussé, Henri Guillemin vient de lui consacrer une chaleureuse radioscopie, « Sullivan ou la

parole libératrice ». A travers ce livre, à travers l'itinéraire de Bernard Ronze, un des derniers nés de la collection, et l'entretien de Sullivan avec Jean-Louis de Rambures se précise le portrait d'un écrivain chrétien et solitaire.



* Denis D'OBLE.

Entretien : « une nouvelle image de la foi se dessine »

Vous êtes à la fois écrivain et prêtre. N'avez-vous jamais le scrupule de voler à votre sacerdoce le temps que vous consacrez à l'écriture ?

Pourquoi prêtre ? Je n'ai pas de paroisse, pas de responsabilité. Je ne tiens pas du tout à mettre cela en avant. Ce n'est pas que je me cache ou que je veuille trahir ou renier quoi que ce soit. Mais les gens se forment une certaine image sociologique du prêtre : notable, administrateur, employé de station-service (des sacrements) que je refuse.

On me demande parfois : « Comment êtes-vous devenu écrivain ? » Je réponds : « Quand j'en ai eu assez d'être prêtre. » C'est une boutade, mais il est vrai qu'il y a eu un moment où j'ai pris conscience d'un mensonge dans le ministère d'une grande ville (si cela s'était passé dix ans plus tard, peut-être aurais-je fait comme beaucoup d'autres), bref, d'une impossibilité de parler vrai. Avec l'accord de la hiérarchie, j'ai donc obtenu, tout en restant inscrit sur les tablettes de l'Eglise, ma liberté, je suis devenu un directeur en mission. Ma mission, disons que c'est d'exister d'une certaine manière dans le monde d'aujourd'hui pour témoigner de quelque chose. De quoi ? Je n'ai pas besoin de le savoir.

De même quand j'écris, je me refuse à savoir où je vais. Je fais confiance à l'ignorance. J'ai le sentiment profond que tout se passe au-delà, que les choses doivent mûrir et qu'il faut se garder d'intervenir sur leur déroulement.

Je peux rester très longtemps sans écrire. Je marche ou je voyage, je regarde, j'écoute. Je reçois des lettres, des gens viennent me voir. Je note. Des semaines, des mois s'écoulent. Et puis, un matin, je me réveille avec une

petite musique dans la tête, quelque chose de l'ordre du simple rythme. Enfin, peu à peu, les paroles viennent. C'est comme si j'étais poussé par le vent (on sent la mort à ce moment).

Où prenez-vous le matériel de vos livres ?

Il y a toujours un point de départ dans la réalité. La vie est trop riche pour qu'il faille inventer des personnages. Parfois, je me sens d'une anecdote insignifiante. Un jour, me promenant à Bagatelle, j'aperçois deux vieillards qui parlent d'or et de banque. J'en ai fait *Bagatelle-Spring*, l'une des nouvelles de *Je veux battre le tambour*.

Ma chance, c'est d'être un auteur à qui l'on écrit beaucoup. Répondre à tous ces correspondants (vous avez des étudiants, des jeunes cadres de quarante à quarante-cinq ans, pas nécessairement des poètes, tout simplement des gens un peu fatigués de la vie qu'ils mènent), cela fait partie de mon boulot. Et,

bien entendu, les rapports qui s'établissent ainsi sont une source d'inspiration. Il m'arrive de demander aux gens avec qui je suis en relation la suite d'un livre de me raconter leur histoire, sans leur cacher que j'aimerais l'utiliser pour le livre suivant. La nouvelle *Conté en rade* (il s'agit de l'histoire d'une petite communiste marxiste tentée par l'évangile, qui prend contact avec des chrétiens, va à la messe et finit par décider que ce n'est pas possible) est née du récit d'une provinciale de seize ans.

Ce qui est merveilleux pour moi qui ai vécu dans l'univers de mensonges que la confession, c'est la possibilité, dans ces rapports, de poser les questions les plus ardues, l'absence de faux-fuyant. Le danger, c'est que l'on cristallise en même temps toutes sortes de choses ambiguës. Vous avez beau dire des choses dures. Un prêtre qui est également écrivain, cela alimente certaines nostalgies. Vous avez les idéalistes, les femmes incompréhensibles. C'est

l'histoire de Montherlant et des jeunes filles.

L'important, quel qu'il en soit, c'est que, à travers les anecdotes que j'utilise, on perçoive autre chose. Surtout m'intéressent les histoires qui font accéder à un certain niveau de fraternité humaine.

Vous voulez dire que vous essayez de faire passer un message ?

Ah ! non, pas de message, c'est un mot que je n'ai pas. J'ai beau avoir un pédagogue qui m'habille, l'idée que je pourrais écrire pour faire du bien à qui que ce soit me fait horreur.

A travers ce que je fais (et, là, mon travail d'écrivain rejoint celui de directeur de collection chez Gallimard), c'est, je crois, une image nouvelle de la foi dans le monde d'aujourd'hui qui se dessine. Pas d'impératif catégorique : « Vous avez la foi, vous devez agir de telle ou telle ma-

nière », mais une nouvelle fraternité.

Le drame de l'Eglise, c'est justement d'avoir cru qu'il suffisait de mettre au point une certaine philosophie de la vie, et que, avec des techniques plus ou moins parfaites, on pouvait la communiquer. La voie de l'écrivain que je suis, c'est d'aller jusqu'au bout de ma vérité, de me laisser habiter par la foi (il paraît que je suis le christianisme par tous les pores).

Alors, il y a des gens qui me disent : « Vous avez écrit ce que je sens, on dirait que vous avez vécu ce que j'ai vécu. » Eh bien, c'est tout simplement parce qu'à partir d'un certain niveau d'écriture on accède à un matériau psychologique, qui est le même pour tous les hommes.

Vous êtes-vous parfois demandé si ce que vous écri-

LE JUSTICIER ET LE PROPHÈTE

J'APPELLE Guillemin justicier parce qu'il n'a cessé — parfois jusqu'au sectarisme, mais avec une passion et une conscience admirables — de poursuivre la pharisaïsme partout où il en trouverait la trace, et parfois chez les écrivains les plus respectés. Par contre, quand il rencontre la sincérité ou mieux la transparence (Rousseau, Lamartine, Zola, Jaurès...) ses enthousiasmes donnent chaud au cœur. C'est ainsi qu'il a rencontré Jean Sullivan, un des rares dont le plume se trouve si près du cœur qu'elle est incapable de mensonge.

Et j'appelle Sullivan prophète parce que ce chrétien gênant, voire cynique, est possédé par une vérité, ou plutôt une réalité qu'il balbutie à travers ses romans et ses essais sans réussir à le stabiliser et à le mettre en forme : une vérité centrale, axiale, qui lui arrive sûrement de très loin, d'une région où le « mental », comme il dit, c'est-à-dire le conceptuel — et donc le verbal, — n'ont pas cours.

Il y a des livres qu'on absorbe en les lisant comme le sable le plus : comment dire la joie, l'approbation constante que je n'ai cessé d'éprouver en lisant celui-ci ? Plaisir d'abord de voir enfin

Sullivan mis à sa vraie place : cet auteur, au public très fidèle et même passionné mais discret, à la destinée des incalculables qu'aucun mode ne prend en charge. Beaucoup trop intelligent pour être qu'intelligent, pour adopter un discours connu, s'installer dans une idéologie, fit-elle subversive, manipuler ces « révélos » que sont les idées abstraites, beaucoup trop attentif et sincère pour ne pas s'interroger sans cesse (directement ou par personnages interposés) sur ce qu'il affirme croire (croire n'est-ce pas trop écou-ter ? désirer qu'une chose soit vraie ? mensonge, habillage ?). Sullivan n'écoute que des évidences élémentaires qu'il entend brutalement au fond de son cœur : chez lui comme chez Rousseau, c'est le « cœur qui connaît ».

« On ne pourrait pas l'homme avec des idées... Tout se joue ailleurs », écrit Guillemin, la foi n'est pas une opinion, ni même une « conviction », avec le relief intellectuel que le mot implique. Non ! Il faut chercher ailleurs, au-delà, en-deçà des mots, au cœur du réel. Dieu, par exemple, encore un mot — un mot affreusement perverti par les exploités du divin. Ce qu'on appelle Dieu n'est-ce pas cette « ignorance lumineuse » au centre de nos vies, qu'on dénomme parfois espérance ? La « foi d'incertitude » que découvre Sullivan — parce qu'il est sincère et qu'il se méfie des illusions d'où qu'elles viennent, — sa foi se ramène à cette simple affirmation que la vie n'est pas absurde. Mais le seconde, immédiatement après, c'est qu'il faut « changer la vie » si l'on veut en découvrir effectivement le sens. Changer la vie, c'est s'arracher aux morales, aux idéologies, aux rationalisations, toutes élitaires et sécurisantes, pour s'attacher à ce qu'il y a d'authentique en nous, d'innéscapable et de pur : la noblesse d'une unité, d'une communion de tous les hommes, qui se traduit dans le concret par le pitié, l'amour, la révolte contre les distances, les injustices et l'immense sottise de la rapacité universelle.

Idéalisme ? Ceux qui prononceraient encore ce mot prouveront qu'ils n'ont rien compris, ni à Guillemin ni à son « petit frère » Sullivan. Leur dialogue est une bouffée d'air dans un monde d'asphyxie. Deux hommes qui se sont reconnus de même race, fidèles à eux-mêmes, aussi gênants et généreux l'un que l'autre, aussi épris de pureté et de sincérité, aussi méprisants que Bernanos pour les imbéciles et les malins et, par leur honneur des intellectuels de tout poil, aussi véritablement intelligents qu'on peut l'être en ce monde.

JEAN ONIMUS.

* SULLIVAN OU LA PAROLE LIBÉRATRICE, d'Henri Guillemin, 216 pages, Gallimard 35 F.

UNE COLLECTION, UN LIVRE

Un « énarque » philosophe, Bernard Ronze, dénonce l'« homme de quantité », ce modèle de nos sociétés.

Ce livre était, avant que de naître, prédestiné à venir au jour dans cette collection dirigée par Jean Sullivan. Non que les auteurs de *Voies ouvertes* aient un programme, un dénominateur commun qui les détermine. Mais si les concepts font silence, les thèmes surgissent, en consonance : singularité du sujet, immédiateté du vécu, de l'événement ; thèmes existentiels que les philosophes reconnaissent, et que les écrivains célèbrent ici dans la joie, sur les décombres des théories, des conventions, des étiquettes qu'ils unissent dans un même « rejet ».

L'ambaine, aujourd'hui, est de voir prendre cet itinéraire à un ancien élève de l'ENA, à un inspecteur des finances qui fonde son activité professionnelle sur la quantité, dément dans l'itinéraire qu'il professe, « l'esprit de quantité ». Bernard Ronze, « homme double », selon l'expression d'Aragon, témoin du tragique, mais traitant du tragique avec méthode, va cerner l'esprit de quantité, désigner son

adversaire qui est pour lui la mort, et motiver la route du salut par reconquête du « Sens », objet de la vraie connaissance qui est expérience mortelle. Ce livre est un livre de « salut ».

L'homme de quantité est le « modèle » de notre société : société sur quoi règne le formalisme, où l'homme, la vie et la mort deviennent choses, où la chose devient signe, où le signe cesse de signifier, où l'œil abdique devant la main, où la philosophie (l'auteur entend exclusivement l'idéalisme) disparaît avec l'opposition tragique de la transcendance infinie à la finitude du sujet.

Ici apparaît la relation instantanée que l'auteur établit entre le socialisme, comme « anti-limite » de l'homme, et « l'esprit de quantité ». On eût attendu plutôt « capitalisme » à ce tournant, ou tout au moins une dénonciation de l'argent à la Péguy, ce qui est une manière non théorique de dire les choses. Mais non, c'est le progrès, c'est le socialisme qui sont ainsi désignés comme adversaire du sujet, de la mort, de la transcendance.

Ainsi le lecteur se voit dans un combat religieux où le politique trouve un lien discret mais certain. Or la reconnaissance du sujet, de la transcendance et de la mort peut découvrir et a déjà découvert d'autres champs de bataille que celui très pré-

sément circonscrit par les références de Bernard Ronze. L'intérêt de cet ouvrage est dans l'écriture par laquelle l'auteur a su dénoncer le technicisme et l'instrumentalisme, amener le lecteur à ce qu'il pense être l'authenticité perdue. Mais ce lecteur — qui peut être critique sans cesser d'admirer — se demandera si la reconquête de l'authenticité admet les repères et passe par l'itinéraire indiqué plus qu'expliqué par l'écrivain.

La « prédiction de la mort » implique peut-être le système conscient et non conscient des références explicites ou implicites de l'auteur ; références dont on ne court pas le risque en écoutant un certain Spinoza : « L'homme libre ne pense à rien moins qu'à la mort et sa sagesse est une méditation non de la mort mais de la vie ».

M. BARTHELEMY-MADAULE.

* L'HOMME DE QUANTITÉ, de Bernard Ronze, Gallimard, Collection « Voies ouvertes », 272 p., 35 F.

(Publié)

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ?

Vous le saurez en lisant la brochure n° 411 « le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 F par l'ÉCOLE FRANÇAISE DE RÉDACTION. Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'ENA, 10, r. de la Vrillière, 75001 Paris.

LES HOMMES DE L'ISLAM

LOUIS GARDET

le temps & les hommes
HACHETTE

... leurs mentalités selon les pays.
les couches sociales, les âges historiques
HACHETTE

NATIONALE FRANÇAISE
CONTRE LE CANCER

NATION FRANÇAISE DE LUTTE
CONTRE LA MUCOVISCIDOSE

RODOLPH GARROS

LE MONDE

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

AND GARROS

JUSTICE

LE CONGRÈS DES JEUNES AVOCATS A BASTIA

Tout le monde est content

De notre envoyé spécial

Bastia. — Les jeunes avocats, réunis en congrès à Bastia, sont contents du ministre de la justice. D'abord parce que le président de leur fédération, M. Bernard Cahen, a dit sa satisfaction pour la première fois depuis cinq ans « un garde des sceaux se rendant à leur congrès annuel, qui s'est ouvert mercredi 18 mai. Contenté ensuite, car M. Peyrefitte leur a rassuré, en leur disant que les futurs avocats ne seraient pas, quant à la durée, de moindre qualité que celui qui est dispensé aux jeunes magistrats.

Contents aussi ces avocats que le ministre leur ait consacré un tel long discours. Pouvaient-ils en effet en écouter deux précédents : celui qui avait été initialement préparé « lors de la question que le ministre vint à la clôture du congrès, mais aussi un deuxième, la date du déplacement, n'ayant été finalement pour la date d'ouverture.

Contents encore, ces jeunes avocats de montrer par leurs applaudissements que c'était bien à leur tour de conférer le bâton. André Damien, avait écrit dans le Monde du 18 mai : « Le vœu est mort ». Comme il y fait référence par tous les termes, naturellement, pour révéler une telle idée, les applaudissements furent vifs et répétés. Les adhérents des deux syndicats de magistrats pourrout eux-mêmes se montrer satisfaits.

Peyrefitte a, en effet, nettement regretté l'inscription à l'ordre du jour complémentaire de l'assemblée nationale, pour le mardi 24 mai (jour de la grève générale), de la discussion d'une proposition de loi de M. Claude Ugeux, député d'Eure-et-Loir, tendant à interdire le syndicalisme judiciaire.

Après le discours de bienvenue de M. François Chailley-Pompé, président de l'U.J.A. de Bastia, Bernard Cahen, président de la fédération, indiqua : « L'annonce d'être indépendante de tous les pouvoirs. Or, les choses sont telles que l'évolution semble s'orienter vers l'élimination de tous ceux qui ne sont pas les rouages de l'Etat.

Puis, s'insurgeant contre « la criminalisation fiscale, la répression de fraude, qui pèse sur le barreau », M. Cahen indiqua que 80 % des avocats gagnent moins de 40 000 F par an, et que seuls 13 % ont un revenu net supérieur à 200 000 F.

Il dénonça ensuite « l'emprise pesante du ministère de l'Intérieur sur la place Vendôme, l'attitude des applaudissements éloges en réclamant le rétablissement de la police judiciaire à justice.

Entouré du conseiller du premier ministre pour les affaires judiciaires, de son directeur de cabinet, du directeur des affaires civiles et du sceau, du directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Peyrefitte prend la parole. Traitant de l'accès à la justice, il indique que la rémunération des commissions d'office (prestation gratuite de l'avocat au pénal) a été concrétisée par l'inscription d'un crédit évaluable de 21 millions de francs pour le VII^e Plan au titre de l'accès des citoyens à la justice.

Des raisons d'espérer

Le ministre insiste, d'autre part, sur la nécessité d'une « clarification en matière de rémunération » des avocats (honoraires). Quant à la fiscalité, imposition directe, taxe professionnelle, etc. M. Peyrefitte déclare : « Je suis en mesure de vous apporter des raisons d'espérer. »

Au terme de la séance inaugurale, M. Peyrefitte fut interrogé sur la proposition de loi de M. Claude Ugeux, dont la finalité est d'interdire le syndicalisme judiciaire. Or, celui-ci, reconnu comme légal à plusieurs reprises par des arrêts du Conseil d'Etat, est également assés par une circulaire qu'avait signée M. Olivier Guichard juste avant son départ de la place Vendôme. Mais le député d'Eure-et-Loir, s'adressant au ministre de la Justice, a pu obtenir l'inscription de sa proposition pour le 24 mai à l'Assemblée nationale.

M. Peyrefitte déclare à ce propos : « J'en ai été profondément ému, car je considère que ce texte est inopportuniste. Inopportuniste employé dans le sens d'une loi, je crois que l'adoption de ce texte et même sa discussion provoqueraient au sein de la magistrature des réactions tout à fait défavorables, et je comprendrais les réactions que ce texte suscite et même son opposition à ce texte. »

PHILIPPE BOUCHER.

Une ancienne prostituée devant les prud'hommes

Le licenciement de Barbara

Il n'y avait pratiquement que des femmes, mercredi après-midi 18 mai dans la salle d'audience du tribunal d'instance du onzième arrondissement siègeant en matière prud'homale pour assister au premier procès de l'histoire du féminisme en France. Un public tout entier acquis à la cause de Mlle Mireille Dekoninck, âgée de trente ans, plus connue sous le nom de Barbara, porte-parole du mouvement des prostituées lyonnaises. Cette ancienne prostituée demandait, en réparation du préjudice causé par son licenciement de la société « des femmes-librairie », émanation de la société « éditions des femmes », la somme de 108 800 francs, soit l'équivalent de trois ans de salaire. Un banal conflit du travail derrière lequel se profile un important différend politique.

Au début de l'année 1976, Mlle Mireille Dekoninck, mère célibataire de deux enfants, travaille comme gérante dans un établissement religieux pour handicapés, où elle connaît quelques difficultés au raison de son passé. Elle quitte son emploi pour fonder à Lyon une librairie des femmes. Un contrat d'embauche est établi, l'admettant, par la société « des femmes-librairie ». « Une grande chance », avouera-t-elle, pour celle qui s'est battue pour la réinsertion des prostituées. L'euphorie ne durera pas longtemps. Dès le mois d'avril, les premières tensions surviennent. Barbara s'insurge contre le dirigeant de ses amies parisiennes. Son avocat, M^{re} Colette Auger, affirme même qu'on la « chipotait sur la chose de la décoration ».

Mais les principales difficultés surgissent à propos du salaire versé irrégulièrement et des bulletins de paie sur lesquels ne figurent ni les cotisations à l'URSSAF ni celles de la Sécurité sociale. Malgré ses demandes, les régularisations ne seront pas effectuées. Mais le 4 juillet, à Paris, une entrevue avec M. Dekoninck d'être « violente, évasive et de ne pas aimer le groupe des éditions des femmes ». « Un véritable tribunal de six personnes, selon M^{re} Auger, qui lui dit qu'elle a des phantasmes de prostitution et lui propose une analyse. »

En réalité, elle est soupçonnée de vouloir faire bande à part. M^{re} Auger situe à ce moment le véritable licenciement. M^{re} Georges Klejman, qui représente la partie adverse, réplique qu'il n'en a jamais été question. Le 27 juillet, Barbara tente de se suicider en avalant des bêtises.

La crise est ouverte. Un groupe de femmes prend parti pour Barbara et dénonce « un centralisme parisien inacceptable, le terrorisme idéologique », ainsi que « la monopolisation du mouvement des femmes ». Antoinette Fouque, tête de file du courant féministe, est mise en accusation.

Le 12 octobre, la librairie des femmes, située 68, rue des Saints-Pères à Paris est occupée. C'est la rupture ! Mlle Mireille Dekoninck recevra sa lettre de licenciement le 28 octobre. « Un licenciement sans motif », tel est le sévère plaidoyer de M^{re} Colette Auger. Une rupture de contrat de travail brutale et injurieuse de la part d'une librairie qui n'est pas un patron comme les autres, mais une amie.

Pour la société « des éditions des femmes », ce procès n'est là que pour dissimuler le procès politique. Le contrat qui nous a liées à Mireille était d'abord un contrat de confiance politique, puis, dès le départ, prise dans ses contradictions, elle n'a pu tenir et qu'elle a ensuite rompu activement. M^{re} Klejman reprochera à Barbara de s'être laissée emporter par son végétarisme.

C'est les mœurs qui doivent se marier », déclare une féministe au terme des débats présidés par Mme Anne-Marie Vincent. Jugement le 22 juin.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire page 9 l'article du Monde des 10-11 mai : les Vénus de Barbara.)

Jacques Mesrine condamné à vingt ans de réclusion

La dernière chance

Les jurés de la cour d'assises de Paris ont rendu un verdict à demi clément, mercredi 18 mai, après trois heures et demie de délibérations : Jacques Mesrine a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle. Michel Ardouin, à dix ans, et Michel Grangier, à sept ans de la même peine, et Pierre Vereyden à cinq ans d'emprisonnement avec sursis. L'avocat général, M. Lucien Langlois, avait requis contre Jacques Mesrine la réclusion criminelle à perpétuité, contre Michel Ardouin et Michel Grangier vingt ans de réclusion criminelle et contre Pierre Vereyden cinq ans d'emprisonnement assortis ou non de sursis. Nos dernières éditions.

Vingt années de réclusion criminelle pour Jacques Mesrine : à voir la mine épuisée de certains des jurés, à la sortie de la chambre du conseil, où ils avaient passé trois heures et demie à délibérer autour du Président, M. Charles Petit, la bataille a été rude. Dans un réquisitoire extrêmement sévère, l'avocat général, membre du Syndicat de la magistrature, avait requis la réclusion à perpétuité contre ce « gangster tout court ».

Dans une plaidoirie extrêmement émue, M^{re} Jean-Louis Pelletier lui avait répondu que « la rigueur de son raisonnement n'était que le reflet d'une procédure ». Il avait ajouté : « Les cours d'assises sont de plus en plus sévères. On y frappe de plus en plus fort. Ça ne change rien et ça change tout. » Il avait continué : « L'adresse des jurés : « Lorsque je vois Mesrine, je pense à un immense génie. »

M^{re} Pelletier a parlé aux jurés de leur souveraineté absolue, des jours et des jours qu'ils attendaient la condamnation en prison — « mais pour dix ans, pour quinze ans, je vous en prie, pas plus », — de l'amitié qu'il éprouve pour cet homme, qui dans sa vie a été une sécurité renforcée, a fabriqué pour lui une maquette de bateau de la vie qu'il allait connaître, comme d'autres, dans une cage de 4 mètres sur 5 mètres — « mais pour dix ans, pour quinze ans, je vous en prie, pas plus ». — Il a parlé aussi à Mesrine de son père, si honnête et de sa fille de quinze ans, qui a obligé l'ennemi public numéro un à sortir son mouchoir.

« Pour le libérer de son personnage, a dit encore l'avocat, il n'y a qu'une solution : traiter Mesrine comme n'importe qui, et il y avait de quoi. »

FRANÇOISE BERGER.

FAITS ET JUGEMENTS

Drogue :
jugement modéré
à Lons-le-Saunier.

« Les prévenus sont tous toxomanes, ce qui ramène à de plus justes proportions le caractère de leur affaire. C'est ainsi que M. Louis Vialand-Murat, président du tribunal correctionnel de Lons-le-Saunier, a présenté le jugement relativement modéré, qui leur impose à deux ans de prison dont quatre mois avec sursis. »

Deux inculpés, MM. Denis Romand et Jean-Claude Blanc, considérés comme étant les principaux pourvoyeurs, ont été condamnés, respectivement, à des peines de huit et cinq ans d'emprisonnement. Contre ces deux personnes, le procureur avait requis une peine de seize et quatorze ans de prison.

Pour quarante autres personnes, le tribunal a prononcé des peines s'échelonnant entre un mois et quatre ans d'emprisonnement assorties d'un sursis partiel dans une trentaine de cas et d'un sursis total pour les autres. En fait, dix prévenus ont été dispensés de peine et un septième relaxé. (Corresp.)

« Un détenu s'est suicidé à la maison d'arrêt de Limoges (Haute-Vienne), le 18 mai. Il s'est pendu dans sa cellule avec une serviette. Cet homme, âgé de vingt-quatre ans, dont le nom n'est pas connu, se trouvait en détention provisoire. Il devait prochainement comparaître pour vol devant le tribunal de Limoges. » (Corresp.)

Un père incestueux
aux assises.

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Jean Ullmann, a le 18 mai 1977, reconnu M. Yves Vialens, coupable d'avoir attenté sur sa fille de dix-huit ans, par séduction, et l'a condamné à deux ans de prison dont quatorze mois avec sursis.

Ancien résistant, excellent menuisier, bon camarade, Yves Vialens était cependant accusé d'avoir abusé de la fille de sa concubine — qui, au regard de la loi, est sa fille, puisqu'il l'avait reconnue — lorsqu'elle n'avait que quinze ans et de l'avoir contrainte, durant cinq ans, à entretenir avec lui des relations desquelles sont nés trois enfants. Les experts ont montré qu'il n'y avait pas d'impossibilité à ce que M. Vialens soit le père des enfants. Les jurés n'ont pas cru aux dénégations formelles de l'accusé, qui alléguait que sa fille, débile selon lui, aurait menti pour se venger de l'éducation sévère qu'elle avait reçue : les magistrats ont estimé que la plainte était fondée.

Dix syndicalistes
accusés de séquestration
de leur employeur.

Dix syndicalistes de la C.F.P.T. et de P.O. ont comparu, mercredi 18 mai, devant le tribunal de Castres, pour séquestration de leur employeur. Au cours d'un long conflit qui avait suivi le dépôt de bilan de la société, en mai 1974, et après que la direction eut adressé une lettre de licenciement à soixante-trois des deux cents employés, les ouvriers avaient retenu leur employeur, M. Jean-Jacques Bourquet, quarante-cinq ans, dans les bureaux de son usine de textiles à Labastide-Roussillon (Tarn). Insistant sur le fait que M. Bourquet n'avait pas été « séquestré », les avocats de la défense ont demandé la relaxe.

Le jugement sera rendu le 8 juin 1977.

Examen psychiatrique
et psychologique
pour le docteur
Nelly Azerad.

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Henri Blaser, a examiné, mercredi 18 mai, l'appel interjeté par le parquet de l'ordonnance de mise en liberté du docteur Nelly Azerad rendue le 8 mai par M. Guy Pioch, juge d'instruction chargé du dossier de l'affaire de Broglie (le Monde du 7 mai). Ce médecin est inculpé depuis le 8 avril pour destruction de preuves, en l'espèce ses agendas de rendez-vous, susceptibles de fournir des renseignements à propos de l'enquête sur le meurtre du député de l'Eure.

Conformément aux réquisitions de M. Jean Desnoes, avocat général, la cour a décidé de maintenir l'inculpé en prison jusqu'au dépôt du rapport de trois experts : le docteur Claudine Solella, neuropsychiatre, le docteur Alain Delerich, psychiatre, et Mme Denise de Castille, psychologue, qui ont été chargés d'examiner Mme Azerad afin de savoir quelle foi on peut attacher à ses déclarations. Ce rapport doit être déposé, au plus tard, le 7 juin.

« Pour entente illicite sur les casters à bouteilles en plastique », le 11^e chambre correctionnelle de Paris a condamné, mercredi 18 mai, M. Bernard Deconinck, P.-D.G. de la Société Allibert et M. Marcel Duroc, P.-D.G. de la Société Plastimonde, chacun à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 150 000 francs d'amende. M. Albert Boudier, ancien P.-D.G. de la Société pour le développement du cister standard, M. Pierre Caron, secrétaire général de cette entreprise, sont condamnés chacun à 50 000 francs d'amende (le Monde du 3 mars).

Pas de fraude
au casino
de Divonne-les-Bains.

MM. Denis Bailly, ancien directeur du casino de Divonne-les-Bains (Ain), et Georges Porte, directeur des jeux, ont été relaxés, mercredi 18 mai, par le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse. Les deux hommes, qui avaient comparu le 27 avril dernier, étaient poursuivis pour « dissimulation de recettes provenant du jeu de la roulette » et après une enquête de la police des jeux, en janvier dernier (le Monde du 8 mars).

Il leur était reproché d'avoir, le 29 janvier, payé à un riche joueur algérien 1 207 000 F pour un gain fictif. Dans ses attendus le tribunal estime que « l'intention frauduleuse ne résultait pas des faits et que les deux prévenus avaient pu agir en bonne foi dans l'intérêt de leur entreprise mais aussi du fisc, principal bénéficiaire des jeux ». — (Corresp.)

« L'hébergement Paris Match a été condamné, le 18 mai, par la première chambre civile du tribunal de Paris, à verser 5 000 F de dommages et intérêts à Mme Dewi Soekarno, veuve de l'ancien président de la République indonésienne, pour un article paru le 21 janvier dernier et relatant une altercation entre Mme Soekarno et Mme Béatrice Chailley à la sortie d'un cabaret à Paris. Le tribunal a estimé qu'il y avait diffamation et atteinte à la vie privée. L'hébergement avait notamment souligné que l'altercation avait eu lieu « pour les beaux yeux d'un play boy parisien ».

« Le couturier Pierre Cordin a été condamné, mercredi 18 mai, par la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris à 25 000 francs d'amende pour hausse de prix illicite. Il était poursuivi de même que le couturier Ted Lapidus — dont le cas sera jugé ultérieurement — pour avoir majoré le prix de certains articles de 65 à 104 % (le Monde du 29 avril).

A l'initiative et avec la participation des
INTERNATIONAL LAWN TENNIS CLUBS
DE FRANCE ET DE GRANDE-BRETAGNE
LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TENNIS
organisée au profit de

**LA LIGUE NATIONALE FRANÇAISE
CONTRE LE CANCER**
et de

**L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE LUTTE
CONTRE LA MUCOVISCIDOSE**
le dimanche 22 mai, de 11 heures à 18 heures
AU STADE ROLAND GARROS

« EUROPE contre LE RESTE DU MONDE »

Avec la participation bénévole des meilleurs tennismen internationaux
dont : VILAS, RAMIREZ, GRANTIS, NASTASE, DIRKS, SMITH,
GOTTFRID, PATTA

Billets en vente :
F.F.T. STADE ROLAND-GARROS
(Porte d'Auteuil)
DRUGSTORES PUBLICIS
(Etoile, Malignon, Saint-Germain-des-Près)
L.N.F.C.C., 20, rue d'Assas et 187, bd Maut
A.F.L.M., 55, boulevard Saint-Michel

Entrée générale
20 F

100 % DE LA RECETTE POUR LES DEUX ŒUVRES

jsf

plus loin... moins cher

CIRCUITS ET SEJOURS

TUNISIE Hammamet 8 J. 1.200 F
GRANDE SAISON 2 sem. 1.420 F
TURQUIE Circuit 2 sem. 1.820 F
MADAG. Circuit 15 J. 2.250 F
EGYPTE Circuit 2 sem. 2.500 F
CROISIÈRES à partir de 950 F

VOLS SPÉCIAUX*

* TUNIS 700 F • ATHÈNES 700 F
* TANGERI 850 F • ISTANBUL 870 F
* ALGERIA 900 F • NEW YORK 1.200 F
* ROMAN 2.050 F • LIMA 2.700 F
* sans conditions particulières

Volaille brochure gratuite de 100 pages

jeunes sans frontières

3002 PARIS, 7 rue de la Barque, 75121
GRENOBLE, 18 rue du Dr Mazet, 44.05.83
LYON, 5 place Anatole, 42.85.77
NANCY, 105 rue de Strasbourg, 54.28.12
et dans les Agences WADONS-LITS COOK

(Publité)

**DES JAGUAR
DANS UN CHATEAU**

A Charmoy, dans l'Yonne,
Roland et Francine
URBAN vous invitent à
visiter leur « Jaguarama ».

Des milliers de pièces
nouvelles et d'occasions, pré-
paration pour les courses
VEC, restaurations com-
plètes, self-service réparati-
on. 10.000 documents
automobiles à consulter.

CHATEAU
DU CHARMEAU
89400 CHARMOY

**QUAND ON A UN NOUVEAU PORT,
ON A INTÉRÊT À S'EN SERVIR.**

BORDEAUX-LE VERDON. LE TERMINAL CONTENEURS FRANÇAIS SUP. NTIQUE.

PORT AUTONOME DE BORDEAUX-33075 BORDEAUX CEDEX-FRANCE TEL 1561 90.91.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.

Musique

Week-end à Pontoise

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : The Other (dramatique).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

Les salles municipales
Jeunesse Carré, 20 h. : Du homme à la rencontre d'Antonin Artaud.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Persécution de Strasbourg (Bachmann, Xenakis); 20 h. 30 : Ensemble intertemporel, dir. J. Maréchal (Bachmann, Xenakis, Nono).
Théâtre, 20 h. 30 : Volga.

Les autres salles
Libre Montparnasse, 20 h. 30 : Combien.
Libre, 20 h. 30 : Les Parents terribles.
Libre, 21 h. : Le Faiseur.
Libre, 21 h. : Les Amours de Jacques le Fataliste.
Libre, 21 h. : La Jeune Vierge.
Libre, 21 h. : P. et M. Jolivet.
Libre, 21 h. : Les Amours de Jacques le Fataliste.
Libre, 21 h. : La Jeune Vierge.
Libre, 21 h. : P. et M. Jolivet.
Libre, 21 h. : Les Amours de Jacques le Fataliste.
Libre, 21 h. : La Jeune Vierge.
Libre, 21 h. : P. et M. Jolivet.

Variétés

au Palais

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 19 mai

Le music-hall
Opéra, 21 h. : Maman di Bango.
Opéra-Française, 21 h. : Oni.
Opéra, 20 h. 45 : Folie, la cadence.
Théâtre de la Renaissance, 21 h. : Jean-Roger Caussimon.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque
Chaillet, 15 h. : Les Actes des apôtres de R. Rossellini, 18 h. 30 : L'Appel du silence, de P. Polter; 20 h. 30 : le Roi de cœur, de Ph. Broca; 22 h. 30 : Vent d'est, de Jean-Luc Godard.

Les exclusivités
ADOPTION (Honn. v.o.) : Saint-André des Arts, 8 (328-48-16).
LES AMBASSADEURS (Fr.-Angl. v.o.) : Palais des Arts, 8 (328-48-16).
Studio de la Harpe, 5 (328-48-16).
Jean-Roger Caussimon, 20 (727-42-34).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).
AND THEN CAME ROCK (A. v.o.) : Vidéo, 8 (328-48-16).

SPECTACLES

LA QUESTION (Fr.) (**) : Quartier Latin, 5 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

LES SOUS-BOSS DE LA QUERRE (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (328-48-16).
Opéra-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Versailles; le Mouchoir.
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 18 : Ballets-Théâtre Joseph Rousselle (Ballet).
Opéra, Grand Théâtre, 20 h. 30 : La Fuite de l'opéra.
Opéra, 20 h. 30 : Les Bacchantes.
Opéra, 20 h. 30 : Volga.

OLYMPIA
A partir du 20 Mai
LA PEÑA DE LOS PARRA
ANGEL et ISABEL PARRA
avec leurs camarades chanteurs, musiciens et danseurs du Chili à Paris.

MARIGNAN (v.o.) - ABC GRANDS BOULEVARDS
VENDOME - MONTPARNASSE 83 - CLICHY PATHÉ
GAMBETTA - CAMBRONNE - GAUMONT SUD
QUINTETTE (v.o.)
et dans les meilleures salles de la périphérie

DARIO ARGENTO
Suspiria
LE TRIOMPHE DE SATAN
La "SORCELLERIE" admise par tout le monde en tout lieu et de tout temps
AVEC L'ENVOUANTE MAGIE DE SON STEREOGRAPHIQUE

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. - STUDIO SAINT-GERMAIN v.o.
MONTPARNASSE PATHE v.f. - IMPERIAL 2 v.f. - ATHENA v.f.

L'HERITAGE
ANTHONY QUINN - DOMINIQUE SANDA
MAURO BOLOGNINI
GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE

2 DERNIÈRES - THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE

Jean-Roger
CAUSSIMON

SORTIE MERCREDI 25 MAI
sélection officielle
FESTIVAL DE CANNES
GERARD DEPARDIEU / MARGUERITE DURAS
LE CAMION
un film écrit et réalisé par MARGUERITE DURAS

MARIGNAN (v.o.) - DRAGON (v.o.) - QUINTETTE (v.o.)
BALZAC (v.f.) - RIO OPÉRA (v.f.) - FAUVETTE (v.f.)
MONTPARNASSE PATHE (v.f.)
GAUMONT CONVENTION (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.)
GAUMONT GAMBETTA (v.f.) - MAISONS-ALFORT

OBSESSION
Un film de Brian de Palma
Un Love Story à la Hitchcock.

EQUIPEMENT

Questions...

Les centrales nucléaires hors la loi ?

...Réponses

A celui qui désire exploiter une carrière, la loi impose de demander une autorisation au préfet. Celui qui souhaite ajouter une aile à son pavillon doit obtenir un permis de construire. Or, tout récemment, à Creys-Malville (Isère), et actuellement à Flamanville (Manche), l'E.D.F. a commencé sur ces sites nucléaires des travaux qui semblent échapper à cette règle générale de l'autorisation administrative. M^{re} Christian Huglo, avocat à la Cour de Paris et professeur de droit de l'environnement à l'université de Metz chargé par la Fédération des sociétés de protection de la nature de porter ces affaires devant la justice, nous donne son opinion.

● M^{re} Huglo, quels sont les arguments de l'E.D.F. ?

L'E.D.F. invoque trois arguments pour se dispenser de solliciter une autorisation : sa qualité d'établissement public ; le fait que les travaux qu'elle accomplit seraient par nature des travaux publics ; la fait que ces travaux sont de minime importance.

● Comment répondez-vous au premier de ces arguments ?

L'E.D.F., établissement public, n'est pas l'Etat, et d'ailleurs, l'Etat lui-même, dans le cadre actuel de notre droit public ne peut pas faire n'importe quoi, n'importe comment. L'E.D.F. n'est pas non plus le monopole de la production de l'énergie électrique nucléaire, puisque la Commissariat à l'énergie atomique en produit aussi. L'autorité d'ailleurs, qu'elle restait soumise aux dispositions du décret du 11 décembre 1963 modifié, selon lequel : « Les installations nucléaires de base ne peuvent être créées qu'après autorisation. »

● L'E.D.F. peut soutenir qu'elle bénéficie des privilèges de la puissance publique dans la mesure où ces

travaux présentent le caractère de « travaux publics ».

● Rien n'est moins sûr : selon la jurisprudence du Conseil d'Etat sont des travaux publics les travaux immobiliers accomplis par ou pour le compte d'une personne publique dans un but de service public. La seule qualité d'établissement public industriel et commercial de l'E.D.F. ne l'autorise pas à considérer tous les travaux qu'elle accomplit comme des travaux publics ; ainsi la loi de 1966 relative à l'installation de lignes de transport d'énergie électrique, rappelle-t-elle que « seule la déclaration d'utilité publique est de nature à investir un concessionnaire de l'Etat pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics ». Ce qui est vrai pour des travaux mineurs, serait-il faux pour des travaux plus importants ? Pour nous, il est clair qu'un simple concessionnaire de l'Etat ne peut se passer de décret d'utilité publique pour les travaux qu'il exécute.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Bretagne

LES SCIENTIFIQUES S'ENGAGENT POUR LA DÉFENSE DU LITTORAL

(De notre correspondant.)

Saint-Brieuc. — Société trop savante pour certains, empêchée d'aménager en rond pour l'autre, la Société d'études et de protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.) (1), qui a réuni son assemblée générale, dimanche 15 mai, à Plurien (Côtes-du-Nord), est dans l'ouest le plus important des associations de défense de l'environnement. Une forte base de scientifiques et d'universitaires, un bulletin de liaison de haute tenue, trois mille huit cents adhérents, lui ont donné valeur de référence en matière d'écologie. Gérant une vingtaine de réserves en Bretagne, la S.E.P.N.B. tente de les défendre par tous les moyens. Après les marées noires de l'Olympic Brewery et du Roehampton, l'association a tenté un procès aux armements pour obtenir réparation autant du préjudice direct causé aux oiseaux d'Ouessant et du cap Sizin que des atteintes globales au milieu.

La S.E.P.N.B. s'est encore opposée à la création d'une route communale empiétant sur la réserve botanique du cap Fréhel. Le tribunal administratif de Rennes lui a donné raison. L'association attend toujours que le tribunal correctionnel condamne le maître de Fréhel à remettre les lieux en état.

Dans les Côtes-du-Nord, la S.E.P.N.B. a été invitée à étudier l'impact écologique d'une retenue d'eau de 16 millions de mètres cubes sur le Léz ou le Trienx. L'association a refusé de cautionner a posteriori un tel choix. Pour limiter la prolifération des golélands argentés, espèce protégée mais qui vit en partie aux dépens des égarés de moules de la baie de Saint-Brieuc (préjudice potentiel : 1 million de francs par an), la S.E.P.N.B. a reçu du ministère de l'environnement un crédit de 100 000 francs. Diverses possibilités de lutte sont à l'étude, du contrôle strict des décharges publiques à la stérilisation des œufs. Plus que jamais les scientifiques sont résolus en Bretagne à s'engager sur le terrain à côté des comités locaux de défense.

JEAN VIDEAU.

(1) S.E.P.N.B., faculté des sciences de Brest (29 20).

Pays de la Loire

A Nantes, la tour Bretagne cherche des clients

De notre correspondant

Nantes. — C'est sans doute l'administration des P.T.T. qui a tiré jusqu'ici le meilleur profit de la tour Bretagne à Nantes. Il lui a suffi d'acheter un bout d'étage, tout au sommet, pour disposer immédiatement d'une plate-forme pour installer un nouveau relais hertzien. Du sous-sol à la terrasse supérieure, la gigantesque tige de béton, de métal et de verre mesure 144 mètres. Il abrite de bas en haut six niveaux de parking, soit cinq cent vingt-trois places, trois étages à usage commercial, soit 3 600 mètres carrés, et vingt-huit étages de bureaux totalisant 18 200 mètres carrés de surface plancher.

Pour permettre aux Nantes de profiter du point de vue — on découvre par temps clair la côte vendéenne et le pays de Retz — les promoteurs ont projeté d'affecter l'étage le plus élevé à un restaurant panoramique. Il ne s'est pas encore trouvé de « chef » pour surveiller ses fourneaux à cette hauteur. Achevée depuis plus d'un an maintenant, inaugurée en novembre dernier, en vente depuis le début du chantier, la tour Bretagne est toujours à moitié vide, et les clients ne se bousculent pas pour venir s'y installer.

Le coefficient de remplissage des parkings — abornements manuels et horaires — est inférieur à 30 %. Plus les magasins, on n'a pas vu depuis le dixième de la surface. Quant aux bureaux, il reste encore près de la moitié des étages à placer.

L'administration a échoué sept niveaux (télécommunications et direction du travail et de la main-d'œuvre), les banques, sept autres (Crédit lyonnais, B.N.P., B.C.T., Crédit hôtelier, La Hénin), le secteur privé en occupe à peine deux (agences de compagnies d'assurance, cabinets d'experts comptables).

Le Crédit lyonnais et le B.C.T., qui avaient financé l'opération, ont pris chacun deux étages... une sorte de rétribution en nature pour limiter les pertes. L'administration d'Etat a bien des projets... mais pas de crédits. De plus, certains grands services décentralisés à Nantes, n'occupent pas la totalité des constructions réalisées pour eux.

Le même temps, on a assisté à une bureaucratisation du centre-ville où le plus grand partie des appartements vendus ont été aménagés en bureaux, agences, cabinets d'affaires. La crise, qui touche de plein fouet deux des principaux secteurs d'activité de la région, le bâtiment travaux publics et le métallurgie, a également pesé sur la marche.

En dix ans, des centaines de firmes ont été contactées, parmi les plus grandes I.B.M., L.M.T., Mazda, sans succès. Un groupe anglais, Westmorland, avait même projeté d'acheter la tour en bloc. Le contrat était à la signature quand est mort le président Pompidou. « On échouera si Giscard passe », dirent alors les Anglais pour gagner du temps... Ils n'ont plus jamais donné signe de vie. La tour Bretagne, 80 000 tonnes et 80 millions de francs — une facture qui ne cesse de s'alourdir — n'arrive pas à prendre vie dans le cœur de Nantes.

Les promoteurs surveillent attentivement son pouls et tentent de nouveaux arguments de ses bulletins de santé : « De 3 000 à 3 500 francs la mètre carré brut, plus 65,40 francs de charges collectives T.C.C. du mètre carré par an, y compris le conditionnement de l'air : nous sommes compétitifs. »

Ceux qui y ont placé des capitaux ont depuis longtemps perdu leurs illusions. Mais c'est irréversible. Nantes doit vivre avec sa tour.

J.-C. MURGALÉ.

Corse

Le préfet de région accepte de recevoir M. Edmond Simeoni

Le préfet de la région corse, M. Yves Bungalat, a fait savoir, dans une lettre adressée au docteur Edmond Simeoni, qu'il acceptait de le recevoir, comme ce dernier lui en avait publiquement fait la demande au cours d'une conférence de presse, réunie par le leader autonomiste après l'at-

tentat commis contre l'imprimerie du journal Arriti (le Monde du 19 mai).

M. Edmond Simeoni s'était dit être en mesure de faire connaître les tenants et les aboutissants du complot actuel des provocateurs autonomistes. Dans sa lettre, le préfet précise à ce propos, que « si le docteur Simeoni a des révélations intéressantes à faire, il lui est parfaitement loisible de saisir le procureur de la République, qui ne manquera pas d'y réserver les suites judiciaires qu'il lui paraîtra comporter. »

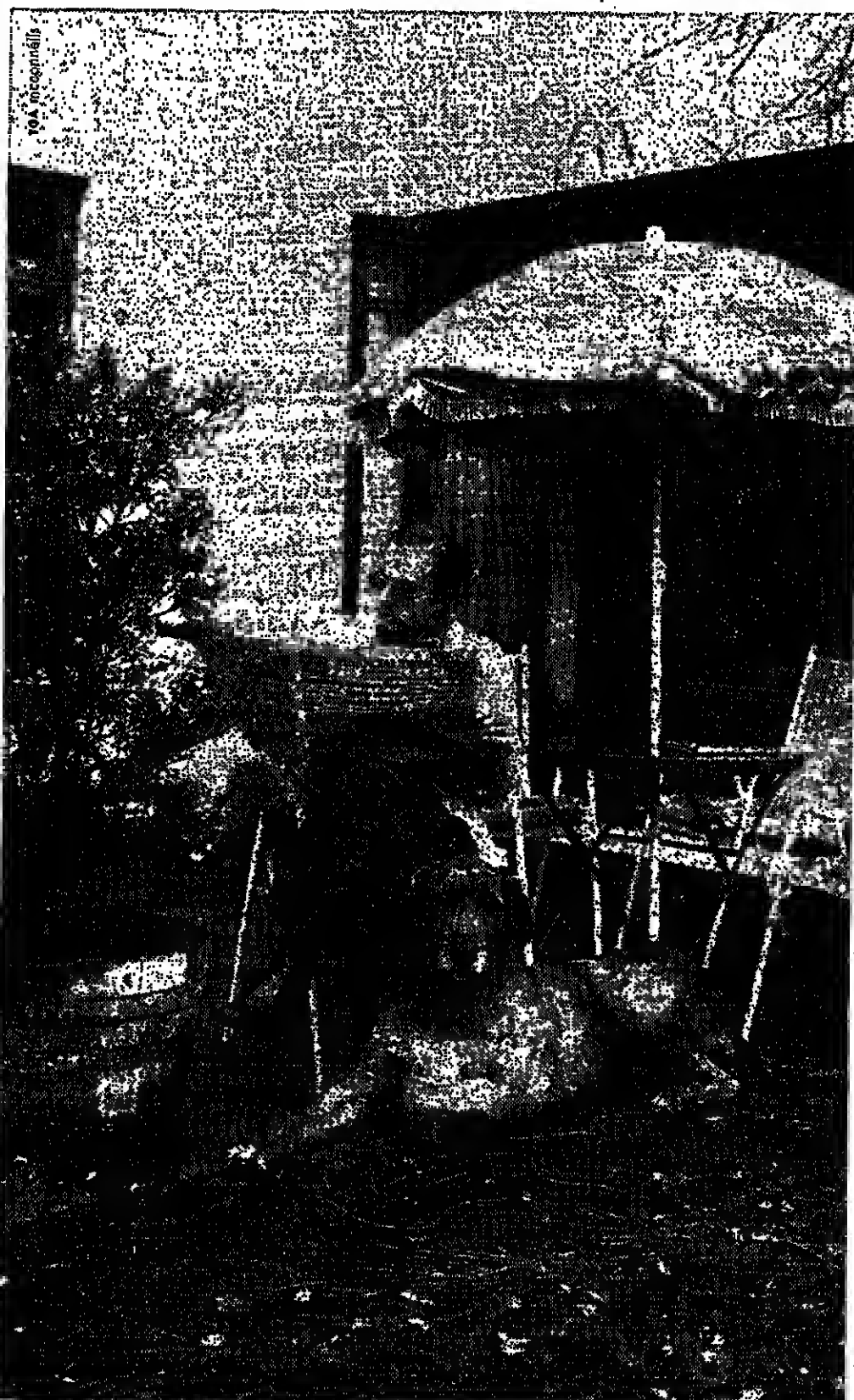
D'autre part, interrogé mercredi 18 mai, lors de sa venue au congrès de la Fédération des jeunes avocats à Bastia, M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a déclaré, à propos de la Corse : « La signification de mon déplacement est claire. Je suis venu ici, car il n'y a aucune raison de considérer que la Corse est une terre brûlée, où le gouvernement ne pourrait pas mettre les pieds, qu'elle serait une sorte de lazaret dont les occupants seraient soumis à quarantaine. »

« Mon voyage, a ajouté le ministre, s'il signifie quelque chose, c'est une volonté d'apaisement qui doit être réciproque. Il n'est pas possible qu'il y ait des gestes d'un côté et que de l'autre la violence continue de se déchaîner. J'ai particulièrement apprécié la prise de position des élus condamnant la violence. J'en suis très heureux. Je pense qu'il y a beaucoup d'éléments d'amélioration de la situation qui sont contenus dans les décisions déjà prises. » Le ministre a conclu : « Il y a une âme corse qui est allée depuis deux siècles à l'âme française pour le meilleur et pour le pire, et qui doit être respectée parce qu'elle représente des mentalités enjoints dans la conscience collective. »

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a réagi, mercredi 18 mai, en attendant à l'exploit commis au cours de la nuit précédente contre le bâtiment en construction d'une brigade de gendarmerie, situé dans la quartier de Montecro à Bastia. La charge de l'engin était composée de près de 4 kilos d'explosifs. Le bâtiment, très endommagé, devra être entièrement reconstruit.

LORRRAINE

Des vestiges de la ligne Maginot ont été vendus aux enchères le mercredi 18 mai à Teting-sur-Nied, dans la Moselle. Quelques trois cents amateurs réunis dans le café du village ont acquis, pour des sommes allant de 1 000 à 54 000 francs, des observatoires et de petits blockhaus dits d'infanterie, enoncia de terrasses. Les nouveaux propriétaires de ces lots de la ligne Maginot sont pour la plupart français. Une autre vente de fortifications de la deuxième guerre mondiale aura lieu le 26 mai à Denting, dans la Moselle également.



**À VOTRE AVIS,
QU'EST-CE QUE
LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE
PEUT VOUS OFFRIR DE PLUS
QUE DE NE PAS PAYER
D'IMPÔT CETTE ANNÉE**

**NE PAS EN PAYER
AVANT 1990**

Si vous implantez une usine en Irlande, vos bénéfices à l'exportation seront totalement exonérés d'impôt jusqu'en 1990. Vous pourrez ainsi transférer librement vos bénéfices nets d'impôt sans aucune limitation. L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique: IDA Irlande (Office Governmental de Développement Industriel de la République d'Irlande). En dix ans, IDA Irlande a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Prenez contact avec Monsieur Florence Brown, Directeur de l'Agence IDA Irlande de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.). IDA Irlande 45, rue Pierre-Charbon 75008 PARIS. Tél. 358 77 67.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

Joseph L. L...

leur Bretagne cherche des ch

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

... LE MONDE — 20 mai 1977 — Page 19

AGRICULTURE

La fin des journées d'études du C.N.J.A.

Les congressistes ont chahuté M. Pierre Méhaignerie

De notre envoyé spécial

Brasport. — Les deux jours d'études du Centre national jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) ont commencé, sans passion, sans l'examen du rapport sur le « statut alimentaire » entre agriculteurs et consommateurs. Mais les producteurs ne peuvent pas faire la grève. Or l'action syndicale est indispensable pour faire respecter la justice, les droits du plus faible par rapport au plus fort.

M. Méhaignerie ne s'est pas ému du chahut et a donné de la voix pour couvrir les interruptions mais tout au long de son intervention un silence inattendu n'a pas cessé. Au reste, le ministre s'est refusé à « jouer les marchands d'illusions », à dire que tout allait bien, à répondre aux questions, il a répété les grandes lignes des dossiers et renvoyé, pour les décisions, à la prochaine conférence annuelle, dont la première doit se dérouler le 26 mai à l'hôtel de Ville.

Jusqu'au bout, les cris et les sifflets ont ponctué les propos de M. Méhaignerie. Néanmoins, M. Eugène Schaeffer a déclaré par la suite : « Nous préférons un ministre de l'agriculture qui promette peu et qui tienne ses promesses ».

ALAIN GIRAUDO.

QUELQUES CINQ CENTS VIGNERONS DU MIDI ONT MANIFESTÉ À PARIS

Quelques cinq cents vignerons du Midi, essentiellement du Gard et de l'Hérault, ont manifesté mercredi 18 mai à Paris, dans la matinée, place de la République, puis, au cours de l'après-midi, boulevard Haussmann et place de la Concorde. Aucun incident n'est produit, bien que les forces de l'ordre aient empêché les manifestants de gagner l'Assemblée nationale.

« J'affirme que nous allons vers des récoltes graves. Le climat est mauvais dans le Midi et nous sommes décidés à employer tous les moyens, à l'exception de la violence grave », a déclaré M. Louis Testier, porte-parole du Comité d'action viticole de l'Hérault, à l'issue de cette manifestation.

À la fin de la manifestation, au cours de la séance des questions au gouvernement, mercredi 18 mai, à l'Assemblée nationale, M. Balmigère (P.C., Hérault), a déclaré : « Votre politique aura pour conséquence de faire perdre aux vignerons ce qu'ils ont fait tant de mal ». M. Bayou (P.S., Hérault) a demandé : « Allez-vous réparer vos erreurs qui ont fait tant de mal ? ».

Le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Jacques Blanc, a répondu que le gouvernement est aussi sensible que quiconque à la situation viticole, c'est pourquoi il se refuse à faire de la démagogie et a mis en œuvre une politique cohérente destinée à assurer la sécurité des producteurs et à garantir la qualité des productions.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève du 24 mai

La C.G.C. : le gouvernement quel qu'il soit devra tenir compte de l'importance grandissante des cadres

« Notre grève n'est pas simplement une protestation, mais aussi un avertissement », a déclaré, le 18 mai, M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., en précisant devant la presse que pour la centrale la grève du 24 mai serait un net arrêt de travail de vingt-quatre heures. « Quand on fait grève, on reste chez soi », a-t-il ajouté. « La C.G.C. avait décidé que l'appel serait répété par l'ensemble des fédérations, syndicats et unions ».

« La vie sociale », a dit M. Charpentier, « subit une fracture entre l'ensemble des organisations syndicales, d'une part, et le gouvernement, d'autre part ». Celui-ci refuse la concertation et l'effort de compréhension, d'où la « dégradation de l'état d'esprit de tous ceux qui vivent dans les entreprises publiques, nationales et privées ». Le gouvernement n'a tenu aucune des promesses de réformes qu'il avait faites à la C.G.C. en septembre dernier et ses mesures pour l'emploi sont trop tardives et insuffisantes.

La C.G.C. o'ignore pas que d'autres organisations ont décidé de faire de la grève « un acte politique en servant de courroie de transmission à des portés ». C'est pourquoi, a dit M. Charpentier, elle ne s'associera à au-

cune manifestation ou déclaration. Si le gouvernement a voulu « délibérément passer par-dessus la tête des organisations syndicales et ne considérer que leur rôle de force de pression », la grève du 24 sera « la pression qui montera dans la marmitte où on nous enferme ». Ce sera donc « une journée triste dans un printemps triste ».

« Nous entendons désormais ne plus rester à l'arrière-plan et que que soit le gouvernement en place, quelle que soit l'éthique politique de ce gouvernement, quel que soit son programme, celui-ci devra tenir compte de l'importance grandissante sur le plan des idées de la catégorie sociale que nous représentons », a conclu M. Charpentier.

Que se passera-t-il après le 24 mai ? « Tout sera possible ! », a-t-il répondu.

D'autre part, interrogé sur la candidature que M. Marcellin, président de la fédération de la métallurgie de la C.G.C., va poser à un poste de responsabilité lors du prochain congrès de la Confédération, en juin, M. Charpentier a répondu, sans autre commentaire, que lui-même n'avait pas encore présenté la sienne. Il ne fait cependant guère de doute que la C.G.C. conservera son actuel président.

LES LIP VEULENT RELANCER L'ACTION

(De notre correspondant)

Bessillon. — Les Assédés devant, dans quelques semaines, cesser d'être dénombrés à 90 % les chômeurs de Lip, ou attendent que le personnel de l'ancienne société d'horticulture cherche à mobiliser à nouveau l'opinion publique et décide de se donner les moyens de l'assurer de nouvelles ressources. L'assemblée générale du personnel devrait se prononcer dans les prochains jours sur les moyens à mettre en œuvre dans cette perspective. Ceux-ci pourraient être l'aspersion des actions entreprises en 1973 et l'hypothèse d'une remise en route des chaînes de montage des montres ne doit pas être écartée. Il se semble pas, en effet, que les pouvoirs publics soient disposés, dans l'immédiat, à proposer aux chômeurs de Lip des stages de formation à l'extérieur de l'usine de Palente, formule qui aurait permis à leur assumer pour six mois ou un an des revenus voisins de leurs anciens salaires.

Cependant les démarches effectuées dans les pays où voie de développement, notamment au Nigeria et en Algérie, pourraient, au moins en ce qui concerne le dernier Etat, déboucher rapidement sur un accord de coopération. L'Algérie, qui désire créer chez elle une industrie horlogère, serait en effet sur le point de demander à Lip de lui fournir des conseils et de former son personnel. On imagine chez Lip qu'un contrat devrait être signé prochainement entre le gouvernement algérien et une société (à créer) émanant du personnel de l'ancienne blanchisserie, cet accord permettrait de donner du travail à une trentaine d'ouvriers de Lip.

C. F.

CONJONCTURE

Le gouvernement renforce son dispositif d'économies d'énergie

Le conseil des ministres a adopté le 18 mai un projet de loi qui modifie et complète la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie. Ce texte comporte en premier lieu une réforme des contrats d'exploitation de chauffage, dont la durée, qui était très longue (30 voire 40 ou 50 ans) sera désormais limitée à 5 ans. Elle pourrait être portée à 10 ans si le contrat comportait une clause de paiement du combustible forfaitaire, indépendante des conditions climatiques.

Trois autres dispositions figurent au projet de loi :

- La limitation de température de chauffage pourra être étendue à d'autres cas que celui des locaux (bain des piscines, eau chaude, sauna, etc.).
- Les règles applicables aux installations de chauffage seront adaptées aux installations de climatisation.
- La loi du 10 juillet 1965 sur la copropriété sera modifiée afin de permettre d'engager plus facilement des travaux d'isolation thermique ou d'amélioration des rendements.

Parallèlement, plusieurs textes réglementaires sont en préparation qui devraient être prochainement publiés. Ils concernent l'extension des possibilités de déduction des revenus imposables pour les travaux d'amélioration thermique des résidences principales ; l'isolation thermique des locaux chauffés à l'électricité ; la fixation de règles d'isolation et de régulation des logements existants qui font l'objet de travaux réalisés avec l'aide de l'Etat ; l'examen périodique approfondi par des experts agréés des installa-

tions thermiques importantes ; l'introduction, dans les comptes annuels des entreprises, d'une ligne « énergie ».

En ce qui concerne l'aide aux investissements, il est prévu de réaliser des opérations de promotion des économies d'énergie dans les entreprises de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de l'aménagement du territoire, de l'équipement, de décentraliser partiellement la procédure de primes aux investissements, de lancer une procédure de crédits.

Enfin des accords sectoriels d'économie d'énergie sont en cours de négociation avec les industries alimentaires, les fabricants de réfrigérateurs, les exploitants de chauffage, le secteur des transports et les constructeurs d'automobiles.

LES IMPORTATIONS DE PRODUITS PÉTROLIERS...

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat a présenté au conseil des ministres ce mardi 18 mai un rapport sur les importations de produits pétroliers depuis le 1^{er} janvier 1977.

Au vu des résultats partiels déjà connus, la limitation à 35 milliards de francs du montant de nos importations de produits pétroliers doit être respectée pour l'année 1977.

Le ministre a souligné que, si les circonstances extérieures évoluaient défavorablement, le gouvernement renforcerait la politique d'économies d'énergie afin d'atténuer tout de même cet objectif.

Le président de la République a pris connaissance des bons résultats obtenus depuis le début de l'année. Il a souligné l'importance qui s'attache à ce que l'effort entrepris pour économiser l'énergie soit poursuivi avec la même détermination.

Les économies d'énergie sont, avec la substitution de l'énergie nucléaire au pétrole, le moyen le plus efficace pour accroître l'indépendance énergétique et la sécurité de notre économie.

... ET LES IMPORTATIONS COMMERCIALES

Le conseil des ministres a entendu une communication du ministre délégué à l'économie et aux finances sur le développement des importations dans nos rapports avec la réglementation des marges commerciales.

Le ministre a d'abord rappelé que la réglementation des marges commerciales avait pour but d'assurer que l'appareil de distribution n'exploite les hausses de prix constatées au niveau des producteurs, ainsi que de sanctionner les marges anormalement élevées.

Dans les secteurs qui souffrent le plus du développement des importations, le ministre délégué a proposé la création de groupes interministériels qui devront, à terme, rapprocher et dans le respect d'une valeur concurrentielle internationale, soumettre au gouvernement les mesures adaptées à chacun de ces secteurs.

Les promoteurs immobiliers prient observer au premier trimestre un nouveau fléchissement de la demande des acheteurs de logements. Cette baisse, dans la demande de logements destinés à la location reste soutenue, révèle l'impénitence trimestrielle de l'INSEE faite en avril 1977 auprès d'un millier de promoteurs.

M. C.

SECTEUR PUBLIC

LE QUESTIONNAIRE DE LA C.F.D.T. SUR LES FONCTIONNAIRES RELEVÉ DE L'INOUSITION

déclare M. Ligot

Mercredi 18 mai, à l'Assemblée nationale, M. HONNET (R.I., Anbs) a souligné comme l'opinion du gouvernement sur le questionnaire qui, sous le titre « Le travail des fonctionnaires et l'Etat », a été établi à l'intention des membres de la Fédération C.F.D.T. des finances et publiés dans le mensuel Action Finances d'avril 1977 (le Monde du 19 mai). Il y a vu pour sa part « une première manifestation » de cette société de contrôle, de contrôle et, peut-être, d'acquisition dont on peut craindre qu'elle ne soit nécessairement liée à l'application du programme commun.

M. Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a répondu : « Un tel document présente une gravité exceptionnelle, car il remet en cause les principes fondamentaux qui régissent la fonction publique : l'impartialité et l'autorité hiérarchique. (...) Ces principes fondamentaux sont attaqués par des moyens inadmissibles : l'intimidation, l'ingérence, pour ne pas dire l'espionnage à la dérive. Le questionnaire lui-même est un instrument d'intoxication. On ne saurait accepter la politisation au sein de l'administration et l'on doit dénoncer les menées qui y tendent ».

● La société Brook Bond Liebig France (potages, sauces, bouillons, de viande, etc.), filiale du groupe allemand de produits alimentaires Brook Bond Liebig Ltd, vient d'acquiescer les actions (70 % du capital) que détenait le groupe américain W. R. Grace dans la société Confineries et Conserveries européennes, qui fabrique et distribue les produits Matern (confitures et compotes de fruits).

L'AFFAIRE DES PLANCHERS BOUGE

Les immigrés licenciés sont menacés d'être expulsés de leurs logements

Le tribunal d'instance de Palaiseau, statuant en matière prud'homale, vient d'autoriser la société des Planchers Bouge, une usine de coffrages métalliques à Forges-les-Bains (Essonne), à demander l'expulsion de leurs logements des travailleurs immigrés licenciés par cette entreprise, ainsi que de leurs familles, à partir du 21 mai. Après deux heures de débattage pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, quarante-six ouvriers, dont deux Français, avaient été mis à pied, puis licenciés le 21 décembre dernier par M. Bouge, patron de l'usine. Les licenciés ont demandé au tribunal d'être réintégrés dans la majorité (le Monde daté 23-24 janvier). Le tribunal a reconnu que cette grève de deux heures était légitime, mais il n'a pas voulu se prononcer sur le caractère abusif des licenciements, et il a chargé deux experts d'étudier cette question. M. Bouge avait annoncé le 12 janvier, qu'il ne réembaucherait qu'une trentaine d'ouvriers, ceux de son choix, les autres étant licenciés « pour motif économique ». Ce sont ces derniers qui pourraient être obligés, avec leur famille, de quitter la cité où ils étaient logés par leur employeur. Une manifestation est organisée le vendredi 21 mai, à Forges-les-Bains, sur l'initiative

d'un comité de soutien qui bénéficie de l'appui des partis gauchistes et des syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

Bourses étrangères

LONDRES

Calmes et irrégulier. Bénédictin en revanche, pendant un blocage, où la tendance apparaît assez irrégulière. Les indices restent toutefois bien disciplinés et progressent modérément. Les peu de variations. Repli des fonds d'Etat, mais stabilité des mines d'or. Peu d'affaires, en tout, en Londres.

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissements.

100 points (dollar) : 148,20 contre 147,80

VALEURS CLOTURE 18/5 COURS 19/5

War Loan 3 1/2 % 488 488 1/2
Shell 648 648 1/2
Vickers 187 187 1/2
Imperial 131 131
De Beers 250 250 1/2
Western Holdings 18 1/4
Rio Tinto 22 1/4
West. Ind. 19 1/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissements.

NEW-YORK

Nouvelle hausse. Pour la quatrième séance consécutive, les cours ont monté mercredi à Wall Street. Mais, une fois encore, tous les gains acquis durant les premières heures de transactions n'ont pu être intégralement conservés. Sur une pression des ventes survenant peu avant le clôture, l'indice des industriels a échoué la moitié de son avance initiale, pour finir à 141,31, soit 5,43 points au-dessus de son niveau précédent.

Une très forte activité a été enregistrée de 11 heures à 12 heures, 27,81 millions de titres ont été échangés de mains contre 22,25 millions la veille. Le volume des transactions est le deuxième plus important de l'année.

Le climat était généralement à l'optimisme, que deux facteurs ont contribué à entretenir : la quasi-certitude acquise, à tort ou à raison, par de nombreux opérateurs qu'un nouveau relèvement des taux de base bancaire ne s'avérerait plus nécessaire ; les assurances données par le président Carter que l'administration d'encouragera de supporter le système de double taxation des dividendes.

Sur 1.012 valeurs traitées, 508 ont monté, 497 ont baissé et 83 sont restées stables.

VALEURS COURS 17/5 COURS 18/5

Alcoa 59 1/2 59 1/2
A.I. 55 55
Chrysler 63 63 1/4
Dow Chemicals 31 7/8 31 7/8
Eastman Kodak 61 3/4 61 1/2
Ford 29 7/8 29 3/4
General Electric 54 1/2 54 1/4
General Motors 32 3/4 32 1/4
IBM 161 1/4 161 1/4
Johnson & Johnson 21 21
L.I.L. 25 3/4 25 1/2
L.I.L. 25 3/4 25 1/2
Kendall 28 3/4 28 1/2
Monsanto 57 7/8 57 1/4
Pfizer 26 1/4 26 1/4
Schlumberger 65 1/4 65 3/4
Texas 28 5/8 28 1/2
U.S. Steel 44 1/4 44 1/4
Union Carbide 52 1/2 51 7/8
U.S. Steel 44 1/4 44 1/4
Westinghouse 20 3/4 20 1/2
Xerox 48 1/4 47 1/2

LES TRAVAUX DU CONSEIL AGRICOLE DE LA COMMUNAUTE

Le conseil des ministres du 18 mai a traité de l'agriculture et du compte des travaux du conseil agricole de la Communauté du mal, au cours duquel le ministre de l'Agriculture, M. Méhaignerie, a proposé une première série de mesures simplifiant les aides-matériaux français sur le vin et les autres compensations monétaires.

● Gundersch, vice-président de la Commission des Communautés européennes, chargé des problèmes agricoles, a été invité à venir se désigner sur place de la situation des régions viticoles, notamment dans la Languedoc et le Languedoc.

EMPLOI

Cent mille chômeurs de plus en un an

(Suite de la première page.)

Cette tendance à la hausse est déjà été enregistrée l'an dernier : le total des inscrits à l'ANPE avait grimpé de 920 700 à 1 400 seulement (+ 1,2 %). Sur la mois — de fin janvier à fin mai — il avait augmenté de 3,5 % en 1976 ; il s'est accru de 10 % en 1977. En douze mois, il s'est accru de 11,5 %, soit 108 000 personnes. Cette situation ne paraît pas devoir s'améliorer sensiblement avant l'été : train de mesures gouvernementales prises pour inciter les entreprises à embaucher des jeunes vient peine d'être mis sur les rails, une loi sur le chômage, les effets de ce plan, relayé par la N.P.F., ne se feront vraiment sentir qu'à la rentrée de septembre. Mais ce moment-là, six à sept cent mille jeunes supplémentaires se présenteront sur le marché du travail. A en tenir compte, les entreprises ne paraissent toujours pas avoir ouvert largement leurs portes à de nouveaux venus. Alors l'un léger redressement du nombre des offres d'emploi avait été constaté de janvier à mars, le total des offres offertes a baissé de mars à mai ; il est revenu de 104 800 à 13 300 en données observées et en données corrigées, de 108 700 à

103 800, niveau le plus bas qu'il ait atteint depuis octobre 1975. L'an dernier, au contraire, les offres d'emploi, en progression quasi constante depuis plusieurs mois, atteignaient 129 200 en avril, en données brutes comme en données corrigées. Il y a donc 20 % d'offres d'emplois en moins qu'il y a un an.

Paradoxalement, l'annonce de prochaines mesures gouvernementales en faveur de l'emploi des jeunes a visiblement contribué à la diminution des offres fin avril, des chefs d'entreprise pouvant être tentés de reporter de quelques semaines les embauches envisagées afin de bénéficier des incitations financières prévues par le plan « Barre bis ».

Les services de la rue de Grenelle ont beau estimer que « le marché du travail reste toujours actif » en considérant « le niveau soutenu des demandes salariales », et « les durées de recherche d'emploi très comparables d'une année sur l'autre » — la durée moyenne du chômage contre cent trente-neuf l'an dernier, — il n'en demeure pas moins que les demandeurs n'ont, tous jours aujourd'hui, qu'une chance sur dix de trouver du travail grâce à l'ANPE.

M. C.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS

SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS



AIR ALGERIE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT

N° 003/77

Un appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture d'un atterrisseur de maintenance R.F.

Les constructeurs intéressés pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALG-ALGERIE - DIRECTION DES OPÉRATIONS - AÉRO-PORT INTERNATIONAL DE DAR-EL-SEIDA - ALGER - dès le 13 mai 1977.

Les soumissionnaires devront être adressés sous double enveloppe à l'adresse ci-dessus indiquée avant le 16 mai 1977.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention : Appel d'offres n° 003/77 - Station E.R. - A.M.E. PAS OUVRIER.

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LE SUCCÈS DE LA DROITE NATIONALISTE EN ISRAËL

4. AFRIQUE
— L'aventure de la Transsaharienne (II), par F. Baïta.

4. AMÉRIQUES
— PÉROU : les dirigeants sont divisés face aux exigences du F.M.I.

4-5. EUROPE
— Un entretien avec un historien tchécoslovaque dissident.
— Le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

5. DIPLOMATIE
— Les entretiens Vance - Gromyko à Genève.

6. POLITIQUE
— L'Assemblée nationale institue une commission d'enquête sur les importations « sauvages ».

7. SOCIÉTÉ
— Le siège de la rue Janquoy.

8. RELIGION
— Deux cents personnalités lancent un appel pour le respect de la liberté religieuse.

8. ENQUÊTE
— « Le mer d'empoison » (IV), par Yvonne Rebejrd.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 8 à 13
LE FEUILLETON de B. Poirot-Delpech : Céline et l'hygiène.
LITTÉRAIRES ÉTRANGÈRES : Kaut Hamann sur l'Internel malintendu.
SOCIÉTÉ : Les vérités de Barbara.
ROMANS : L'extraordinaire bricoleur de Michel Leiris.
ENTRETIEN : Jean Sullivan, écrivain chrétien d'aujourd'hui.

13. JUSTICE
— M. Puyferrère devant le conseil des Jeunes Avocats.
— Jacques Mesrine est condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

14. SPORTS
— FOOTBALL : les difficultés des clubs professionnels.

15 à 17. ARTS ET SPECTACLES
— La 30^e Festival de Cannes.

18. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
— CORSE : le préfet de région accepte de recevoir M. Edmond Simeoni.

18. ÉQUIPEMENT
— Les centrales nucléaires hors la loi ?

19. LA VIE SOCIALE
ET ÉCONOMIQUE
— AGRICULTURE : la fin des Jaurès d'études du C.N.J.A. ; Quelque cinq cents vignes du Midi ont moissonné à Paris.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15)
Aujourd'hui (14) : Carnet
(14) : L'Europe et l'Europe nationale
(14) : Méthodologie (14) : Mots croisés (14).

Le numéro de « Monde » daté 19 mai 1977 a été tiré à 524 581 exemplaires.

BAUME & MERCIER
GENÈVE 1830

J.B. BERNARD
Gruet du Faubourg St Honoré
PARIS 8^e

A B C D E F G

LA FIN DE LA VISITE À PARIS DU GÉNÉRAL NEMEYR

Une commission mixte est chargée de promouvoir la coopération franco-soudanaise

Le général Nemeiry, président de la République du Soudan, qui a quitté Paris ce jeudi 19 mai à l'issue d'une visite officielle de trois jours avait eu mercredi 18 mai, au palais de l'Élysée, son dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing en présence des ministres des affaires étrangères des deux pays. Cet entretien a été suivi de conversations élargies en présence notamment du côté français, de MM. Yvon Bourges, ministre de la défense, Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, René Haby, ministre de l'éducation, et Jacques Blanc, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture.

Le porte-parole de l'Élysée a précisé que les deux chefs d'État ont décidé de créer une commission mixte chargée de promouvoir la coopération entre les deux pays et qui se réunira périodiquement. Le porte-parole a également indiqué que le général Nemeiry a invité M. Giscard d'Estaing au Soudan. Cette invitation a été acceptée, a-t-il précisé, et la date sera fixée ultérieurement.

Au moment même où se terminait à Paris la visite officielle du président Nemeiry, on annonçait mercredi soir à Khartoum que quatre-vingt-dix experts militaires soviétiques et leurs familles, soit cent quarante-sept personnes, venaient de quitter le

Soudan par avion, les autorités locales ayant résilié leur contrat de travail.

● A MOSCOU, l'agence Tass a publié mercredi un communiqué affirmant que le général Nemeiry « a multiplié pendant sa conférence de presse à Paris, ses attaques contre la politique extérieure de l'Union soviétique. (...) M. Nemeiry semble souffrir d'une perte de mémoire lorsqu'il accuse l'Union soviétique de vouloir imposer à l'Afrique une nouvelle forme de colonialisme. (...) L'U.R.S.S. a participé à la construction d'environ quatre cents entreprises industrielles en Afrique. (...) L'U.R.S.S. a construit plusieurs usines de conserves de fruits et légumes, une usine de conserves de légumes, une usine de conserves de légumes et de deux silos à grains », poursuit l'agence.

« Il ne faut pas aller chercher bien loin l'explication des attaques contre l'Union soviétique. (...) Ce n'est un secret pour personne que depuis longtemps le Soudan reçoit d'importantes sommes d'argent de l'Occident et aussi du régime réactionnaire d'Irak. (...) Les dirigeants du régime sont mécontents du résultat de l'opération. Est-ce à ces forces-là que M. Nemeiry veut plaire ? »

Communauté de vues sur l'Afrique orientale et la mer Rouge

Un communiqué commun a été publié, ce jeudi 19 mai, à l'issue de la visite officielle du président Nemeiry en France. En voici les principaux éléments concernant la politique étrangère :

Le président de la République française et le président de la République du Soudan ont constaté la convergence de leurs vues sur les grandes questions de politique étrangère.

En ce qui concerne le conflit du Proche-Orient, les deux parties ont marqué leur attachement à la recherche d'un règlement d'ensemble juste et durable, fondé sur la mise en œuvre des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Les deux chefs d'État ont examiné la situation en Afrique et, en particulier, en Afrique orientale et en mer Rouge. Ils ont constaté la communauté de leurs vues et de leurs préoccupations.

Les deux présidents ont évoqué la situation au Zaïre : l'initiative française visant à aider ce pays à assurer sa sécurité et son intégrité territoriale a été appréciée à Khartoum. Ils se sont prononcés contre toute tentative visant à porter atteinte à

l'intégrité territoriale des Etats africains. (...) S'agissant de la situation en Afrique orientale et en mer Rouge, ils ont affirmé la nécessité de maintenir cette région à l'écart des ingérences extérieures afin d'y préserver la paix et la sécurité. Ils ont souligné la mission particulière qui incombe, à cet égard, à la Ligue des Etats arabes et à l'Organisation de l'unité africaine.

Le président Nemeiry s'est félicité du déroulement à Djibouti d'un séminaire sur le rôle de la volonté des populations, du référendum d'autodétermination et des élections législatives. Les deux parties ont exprimé le souhait que tous les Etats voisins respectent scrupuleusement la souveraineté et l'intégrité territoriale du nouvel Etat.

Les deux présidents ont exprimé les préoccupations que leur inspire la tension existant en Afrique du Nord. Ils ont souligné que les habitants de cette région ont le droit de décider de leur sort et que se poursuivent la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Ils ont affirmé le droit à l'autodétermination du peuple de Namibie et de celui du Zimbabwe.

En Suisse

En Suisse

L'E.D.F. VA DEMANDER L'AUTORISATION DE CONSTRUIRE DEUX CENTRALES THERMIQUES

M. Hénouvier, président du conseil d'administration d'Électricité de France, a annoncé mercredi 18 mai, à Genève, qu'E.D.F. allait demander au gouvernement l'autorisation de construire deux centrales thermiques en raison du retard pris par le programme électro-nucléaire, qui fait attendre tous les Français à l'échéance 1983-1985. Ces deux centrales, d'une puissance totale de 1 400 mégawatts, fonctionneraient soit au charbon, soit au fuel, soit au gaz ; elles pourraient être construites dans la région du Havre.

« Le programme électro-nucléaire français est en retard sur les échéances prévues de quelque vingt-cinq mois, pour trois raisons, a déclaré M. Hénouvier : une difficulté de la technologie industrielle à suivre la réalisation des tranches nucléaires, une contestation devenue systématique et des règles de sécurité accrues chaque année, chaque nation ajoutant les dispositions prises par ses voisins en ce domaine. »

NOUVELLES BRÈVES

● M. Robert Galley, ministre de la coopération, se rendra, du 19 au 24 mai, en visite officielle aux îles du Cap-Vert et en Guinée-Bissau. L'aide française au développement de ces deux anciennes possessions portugaises porte, en 1977, sur un montant d'environ 10 millions de francs pour chacun des deux pays.

● Mort de l'écrivain François Viallet. — L'écrivain français François-Albert Viallet est décédé mardi 17 mai à Francfort à l'âge de soixante-sept ans.

Ami et biographe du Père Teilhard de Chardin, ses œuvres littéraires ont notamment porté sur ce dernier et sur le bouddhisme zen. A Francfort, il dirigeait un centre de méditation.

Une pièce de théâtre de François-Albert Viallet, intitulée « Les Zébrés », fut présentée à Munich pendant les années 50.

En marge de la conférence de Maputo

M. YOUNG ACCUSE LE PREMIER MINISTRE RHODÉSIE DE CHERCHER UNE « ESCALADE DU CONFLIT »

M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a accusé mercredi 18 mai, à Maputo, le premier ministre rhodésien, de chercher à provoquer une escalade du conflit et de compliquer la tâche des Occidentaux dans la recherche d'une solution. Le diplomate américain répondait aux questions des journalistes, en marge de la conférence sur l'aide aux peuples du Zimbabwe (Rhodésie) et de Namibie, organisée dans la capitale mozambicaine, sous l'égide des Nations unies.

Revenant sur les récentes incursions de l'armée rhodésienne au Botswana, M. Young, qui dirige la délégation américaine à la conférence, a estimé que « M. Smith est en train d'essayer d'inciter les mouvements de libération rhodésiens à faire intervenir des troupes dans l'espoir que les Etats-Unis réagiront et interviendront à ses côtés ».

M. Young devait prononcer, ce jeudi, le discours le plus attendu de cette conférence internationale. Avant son intervention, la représentation de Washington a pu avoir des entretiens avec pratiquement toutes les parties concernées par les conflits d'Afrique australe.

La journée de mercredi a été dominée par l'intervention de M. Chao Xuan, le délégué chinois, qui a violemment attaqué l'Union soviétique.

A propos de la guerre du Shaba, il a ajouté : « Moscou est à l'origine de l'envoi d'un nombre important de mercenaires en vue d'envahir le Zaïre. En réponse, le Zaïre a déclaré l'état de guerre » avec son voisin fit Monde (18 mai).

● A LISBONNE, M. Paulo Jorge, ministre anglais des affaires étrangères, a déclaré « qu'une attaque contre le territoire portugais est considérée comme une attaque contre l'Angola ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

En Suisse

En Suisse

En Portugal

LA REPRISE DE RELATIONS DIPLOMATIQUES NORMALES AVEC ISRAËL EST « IRREVERSIBLE »

Lisbonne (A.F.P.). — Le Portugal considère comme « irréversible » la décision d'élever ses relations diplomatiques avec Israël au niveau d'ambassade, réaffirme la ministre portugaise des affaires étrangères dans un communiqué publié le mercredi 18 mai à Lisbonne.

Le communiqué dément d'autre part, que le ministre, M. José Medeiros Ferreira, ait reçu en audience l'ambassadeur d'Israël au Portugal. Il estime que l'établissement de relations diplomatiques normales avec Israël ne représente pas un acte unilatéral envers un quelconque autre pays, et ne change en rien les positions du Portugal sur la question du Proche-Orient. Les deux pays, rappelle-t-on, ont décidé le 12 mai dernier d'élever au rang d'ambassadeurs les représentations consulaires respectives à Lisbonne et à Tel-Aviv. Cette décision a provoqué la réaction d'un certain nombre de pays arabes, dont l'Égypte, qui a invité les vingt et un pays membres de la Ligue arabe à demander au gouvernement portugais d'aujourd'hui cette décision. Le problème doit être abordé au cours de la prochaine réunion du conseil de la Ligue arabe.

M. BONNET : aucun déplacement de Waffen SS n'est prévu en Normandie

Mercredi 18 mai, à l'Assemblée nationale, M. Louis Darbois (P.S., Manche) a exprimé à la légion l'émotion de sa région à l'annonce de l'éventuelle venue d'anciens SS allemands pour un voyage de commémoration en Normandie, du 19 au 25 mai prochains.

M. Bonnet, ministre de l'intérieur, lui a répondu : « A notre connaissance, aucun déplacement de Waffen SS n'est prévu en Normandie du 19 au 25 mai. Le seul déplacement d'anciens sol-

LA GRÈVE DU 24 MAI

La plupart des syndicats d'Air France et plusieurs organisations de commerçants s'associent au mouvement

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C., représentant les agents aériens, la maîtrise et les cadres d'Air France, ainsi que le Syndicat autonome des mécaniciens au sol (S.N.M.S.A.G.), celui des mécaniciens navigants (S.N.O.M.A.C.), et celui des hôtesses et des stewards (S.N.P.N.C.), ont appelé ces personnels à faire grève vingt-quatre heures le 24 mai pour la satisfaction de leurs revendications.

Un communiqué commun à toutes ces organisations précise que les salariés concernés demandent notamment « une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail, la renforcement des effectifs et le développement des activités de la Compagnie nationale ».

Plusieurs organisations de commerçants ont également décidé d'appeler à la grève ou à des manifestations le 24 mai. C'est le cas notamment du Groupement d'action du commerce indépendant et de l'Union des commerçants et des artisans de l'épicerie et de l'alimentation générale. Ils entendent ainsi exprimer leur mécontentement face à la politique d'austérité de M. Barre et réclament les uns et les autres la régularisation du pouvoir d'achat de leur clientèle.

Le Syndicat national des gérants de stations-services (S.N.G.S.), appelle ses adhérents et sympathisants à s'associer à la grève nationale du 24 mai. Il s'agit, explique-t-il, d'une réaction à « l'attitude négative » des pouvoirs publics vis-à-vis de ses revendications essentielles.

De son côté, l'Union des syndicats de médecins de centres de santé (affiliée à la Confédération des syndicats médicaux français), a décidé de s'associer également à cette journée.

LES P.M.E. : une grève contre la France

En revanche, après la déclaration du C.N.P.F. (Le Monde du 19 mai) de nouvelles protestations ont été publiées dans les milieux patronaux. La Confédération nationale des P.M.E. a dénoncé la gravité de la grève du 24 mai, tant du point de vue économique qu'au plan du fonctionnement des entreprises. Elle a appelé les patrons à se joindre à la grève nationale du 24 mai, en refusant de payer les salaires et de verser les dividendes. La C.N.P.M.E. résume, dans un communiqué publié mercredi, l'usage abusif d'un droit qui permet à des Français de faire grève contre la France en se plaçant au-dessus de la Constitution et en nuyant la liberté du travail du nombre des libertés fondamentales.

Selon les P.M.E., « la journée

du 24 mai infligera à la collectivité nationale une perte de production intérieure qui représentera 150 francs pour chacun des 40 millions de Français, soit 6 milliards ».

L'UNICER (Union des chefs responsables d'entreprises) estime que « cette grève, de caractère essentiellement politique, au pour conséquences de rendre à court plus difficile le redressement économique, par la perte pour chaque entreprise d'une journée de production. Elle aura également pour effet de retarder l'inflation ».

L'UNICER attire solennellement l'attention des syndicats sur les accidents du travail, qui pourront avoir lieu sur les chantiers, dans les ateliers et les usines par suite de la suppression de sources d'énergie, accidents qui porteront la totale responsabilité sur la grève.

« L'UNICER constate enfin que la grève d'É.D.F.-G.D.F. et de transports en commun, constitue, pour les travailleurs, un véritable obstacle à leur travail, une intolérable atteinte à la liberté du travail. »

M. STOLÉRU : la grève générale compromettra le redressement économique.

Mercredi 18 mai, à l'Assemblée nationale, au cours des questions au gouvernement, M. COUST (app. R.P.R., Rhône) a évoqué la grève de mardi prochain. Il souhaite connaître ce que le gouvernement compte faire pour assurer la liberté du travail, en particulier dans le secteur de l'énergie.

M. STOLÉRU, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, répondit : « Le 24 mai, les syndicats veulent tenter de paralyser le pays. Leur rassemblement n'est que celui de positions contradictoires. (...) Le gouvernement ne peut pas faire respecter la liberté du travail. Des instructions ont été données en ce sens. Il n'y a pas de grève générale. (...) Le gouvernement ne peut pas compromettre l'œuvre de redressement économique, qui se traduira par une perte de production de 0,5 %, égale à l'impact de la grève. (...) Le redressement économique se poursuivra, que les résultats soient déjà obtenus ou que les députés de l'opposition m'interpellent sur le chômage. (...) Cette question que les Français se posent, nous ne pouvons pas la poser : en quoi une grève générale peut-elle aider à résoudre le problème de l'emploi ? »

Les richesses supplémentaires créées par la croissance amélioreront les comptes des entreprises estime le parti communiste

« Ce qui freine actuellement l'embouche, c'est le poids des charges sociales que vous proposez justement d'aggraver. (...) A qui M. Herzig a répondu que les propositions de faire créer plus de richesses par les travailleurs français. Et ce surplus de richesses sera réparti entre les entreprises. (...) L'économie du P.C. ajoutera un peu plus que la réduction du gaspillage dégradera, elle aussi, beaucoup de richesses : par exemple, l'augmentation du pouvoir d'achat au cours des années passées, et des années à venir. On en arrive à la pression fiscale « qui a considérablement augmenté », répond le substantiel M. Herzig. On aura aimé en savoir plus.

Suivent des échanges de chiffres assaisonnés de contestations sur l'augmentation du pouvoir d'achat au cours des années passées, et des années à venir. On en arrive à la pression fiscale « qui a considérablement augmenté », répond le substantiel M. Herzig. On aura aimé en savoir plus.

« L'inflation et le commerce extérieur sont traités en deux temps mouvementés. Ce sont pourtant des questions essentielles auxquelles le P.C. s'est montré très discret. M. Colli conclut : « L'Etat ne peut pas démissionner sur le rôle, puisqu'il absorbe, pour le redistribuer, 80 % des revenus supplémentaires dégagés par la croissance. » A quel M. Herzig répond : « Il faut mettre fin à la crise engendrée par une détestable politique d'austérité. » — A.L.V.

Depuis 1950